

Budget 2025



Budget 2025 et programme triennal
d'immobilisations 2025-2027



Table des matières

01 Mots et faits saillants	
Mot du maire	9
Mot du directeur général	11
Pour chaque dollar de revenu non consolidé (avant amortissement)	13
Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées	14
Faits saillants – Budget non consolidé	17
Portrait budgétaire non consolidé	18
Revenus	18
Dépenses et autres activités de fonctionnement	20
Faits saillants – Programme triennal d'immobilisations (PTI) non consolidé	23
Activités d'investissement et modes de financement consolidés	27
02 Profil de Laval	
Laval en chiffres	30
Conseil municipal et comité exécutif	32
Administration	33
Mission des services municipaux et des bureaux	34
03 Budget 2025	
Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées	42
Situation économique et contexte budgétaire	44
Notes complémentaires aux budgets consolidés	50
04 Revenus	
Revenus de fonctionnement	56
Répartition en pourcentage des revenus de fonctionnement non consolidés	56
État consolidé des revenus de fonctionnement	57
05 Dépenses	
Dépenses de fonctionnement par fonction	64
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par fonction non consolidées	64
État consolidé des dépenses de fonctionnement par fonction et activité	65
État consolidé des éléments de conciliation à des fins fiscales	67
Dépenses de fonctionnement par objet non consolidées	68
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par objet non consolidées	68
État non consolidé des dépenses de fonctionnement par objet	69
Dépenses de fonctionnement par unité administrative non consolidées	71
État non consolidé des dépenses de fonctionnement par unité administrative	71

06 Programme triennal d'immobilisations 2025-2027 non consolidé

Programme triennal d'immobilisations non consolidé	76
État non consolidé des investissements par catégorie d'actifs	76
Répartition des activités d'investissement	77
Profil des investissements	77
État non consolidé des activités d'investissement et modes de financement	78
Répartition du financement des activités d'investissement	79
État des transferts gouvernementaux	79
Gestion de la dette non consolidée	80
État du coût de la dette 2025-2027	80
État non consolidé de l'endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	81
Évolution de la dette nette par la richesse foncière uniformisée	81
Programmes et projets par service et bureau	83
Direction générale	83
Bureau des transactions et des investissements immobiliers	83
Service de l'innovation et des technologies	84
Service de police	86
Service du développement économique	86
Service de sécurité incendie	87
Service de l'ingénierie	87
Service des travaux publics	89
Service des immeubles, parcs et espaces publics	90
Service de l'environnement et de l'écocitoyenneté	92
Service de la gestion de l'eau	93
Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social	95
Service des communications et du marketing	95
Service de planification et de réalisation de projets	96
Total	96

07 Statistiques lavalloises

Marché de la revente et locatif	100
Prix moyen	100
De l'unifamiliale, prix moyen	100
Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs	101
Investissements	103
Évolution de la valeur des permis de construction	103
Évolution de l'évaluation foncière imposable	103
Autres statistiques	104
Évolution de certains taux de taxation, de tarification et de redevance	104
Évolution des effectifs	106
Évolution de la population	106

08 Renseignements supplémentaires

Politique consolidée de gestion de la dette à long terme	110
---	------------

Mots et faits saillants



Section 1

Mot du maire



Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

L'heure est venue de dévoiler le budget 2025 ainsi que le Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2025-2027. Ces exercices, fruits des efforts concertés des membres de notre administration, ont été élaborés en ayant en tête les besoins et les attentes de notre communauté.

Nous sommes conscients que la situation économique actuelle a considérablement réduit le pouvoir d'achat des gens pour des produits et des services essentiels. Pour cette raison, nous avons choisi de limiter la hausse des taxes municipales à 1,9%. Cette augmentation se trouve sous le seuil de l'inflation. Nous espérons que cette décision de notre part permettra à notre population de souffler en ces temps plutôt difficiles. Nous mettons aussi de l'avant un budget rigoureux et responsable, en phase avec le contexte économique actuel.

Évidemment, la Ville n'échappe pas non plus à l'inflation. Comme bien d'autres municipalités, nous sommes confrontés à une dynamique de besoins croissants et de ressources limitées. En conséquence, au cours des deux dernières années, les directions de nos différents services ont mis toutes les énergies nécessaires pour optimiser leurs dépenses en s'assurant, notamment, que chaque dollar investi l'était au bon endroit. En bref, nous avons travaillé à transformer la culture de notre organisation, et le budget 2025 et le PTI 2025-2027 s'inscrivent dans la lignée de nos actions précédentes. Ainsi, malgré ces charges financières accrues, nous parvenons à circonscrire la hausse de nos dépenses.

Je suis des personnes qui croient qu'une fonction publique municipale efficace est gage d'une plus grande qualité des services aux citoyennes et aux citoyens et d'une capacité réelle de livrer les projets attendus, en temps raisonnable et à juste coût. Cela explique notre intention ferme de réduire nos dépenses, de maximiser notre rendement, de diversifier nos sources de revenus, de limiter nos embauches et d'optimiser nos processus. Viser l'efficience, c'est aussi vouloir maximiser le rendement des services offerts à la population.

À titre d'exemple, depuis novembre dernier, la Ville de Laval a amélioré sa gestion des demandes citoyennes en offrant un suivi plus détaillé et en informant la population des délais correspondant au nombre de jours entre l'envoi de la demande au service concerné et la résolution de la requête. En rendant les cibles publiques pour l'ensemble des demandes, Laval se positionne comme une pionnière en la matière au Québec, et cela me remplit d'un sentiment de fierté.

Le présent budget et le PTI qui l'accompagne tiennent aussi compte des défis qu'amènent les changements climatiques. Pour les 3 prochaines années, des investissements totaux de 1,72 G\$ sont prévus, dont une enveloppe de 100 M\$ supplémentaires destinée au plan d'investissement en résilience pour la gestion des eaux. Globalement, avec des sommes prévues de 594 M\$ en 2025, de 611 M\$ en 2026 et de 510 M\$ en 2027, les investissements sont répartis à 55 % dans la protection et la réfection des éléments de l'actif existant et à 45 % dans l'acquisition de nouveaux équipements et à la construction de nouvelles infrastructures. En résumé, nous désirons mieux nous préparer aux futurs événements météorologiques qui pourraient affliger notre ville au cours des années à venir. Chose certaine, nous sommes résolus à en faire plus pour les Lavalloises et les Lavallois.

En conclusion, avec le dépôt du budget 2025 et du PTI 2025-2027, nous réaffirmons notre ambition de bâtir une ville moderne, dynamique, prospère et sécuritaire pour toutes les citoyennes et tous les citoyens.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Stéphane Boyer".

Stéphane Boyer

Mot du directeur général



Mesdames,
Messieurs,

C'est avec une grande fierté que je vous présente le budget 2025 de la Ville de Laval.

Dans le prolongement des initiatives lancées l'an dernier, nous avons continué à optimiser nos pratiques et à gérer nos ressources de façon responsable. Ce budget reflète notre volonté de répondre aux attentes des citoyennes et des citoyens tout en investissant dans des projets structurants et durables.

L'année 2024 a été marquée par un contexte inflationniste exigeant, entraînant une hausse des coûts de contrats essentiels, comme l'achat de produits chimiques pour le traitement de l'eau et le marquage des chaussées. Face à ces défis, la Ville a ajusté ses priorités, renforcé la gestion de ses ressources et mis en œuvre des solutions novatrices pour limiter les répercussions négatives sur ses finances et ses services.

Malgré ces pressions, 2024 a aussi été une année de réalisations significatives. Les économies de 10 M\$ que nous avons dégagées ont permis d'investir des montants importants pour assurer l'ouverture et l'exploitation d'infrastructures citoyennes. Citons, par exemple, le Complexe aquatique, l'Espace citoyen des Confluents et le centre communautaire Simonne-Monet-Chartrand. Cela tout en améliorant les délais pour l'obtention des permis d'urbanisme et en investissant dans les infrastructures liées à la gestion de l'eau. Ces initiatives s'inscrivent dans une vision cohérente pour accélérer le développement de Laval sans compromettre la qualité des services offerts.

Des orientations responsables pour 2025

L'optimisation de nos processus demeure une priorité. Nous poursuivons le chantier amorcé pour maximiser chaque dollar investi, améliorer le suivi des demandes citoyennes et renforcer la satisfaction de la population. Ces efforts témoignent de notre volonté d'adapter nos services aux besoins croissants de Laval.

En 2025, nous allouerons 43,3 M\$ au paiement comptant des immobilisations, une hausse de 8 M\$ par rapport à l'an dernier, afin de réduire l'endettement et de préserver la santé financière de la Ville. De plus, un gel de l'embauche sera instauré pour mieux contrôler les dépenses liées à la masse salariale, qui constitue plus de 50 % du budget.

Cet exercice financier reflète notre engagement à bâtir une ville dynamique et durable. Grâce à la rigueur financière et au travail remarquable de nos équipes, nous continuons à moderniser Laval tout en nous assurant d'offrir des services de qualité à la population. Nos choix responsables contribueront à alléger le fardeau des générations futures et à maintenir notre élan vers un avenir prometteur.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Benoit Collette".

Benoit Collette

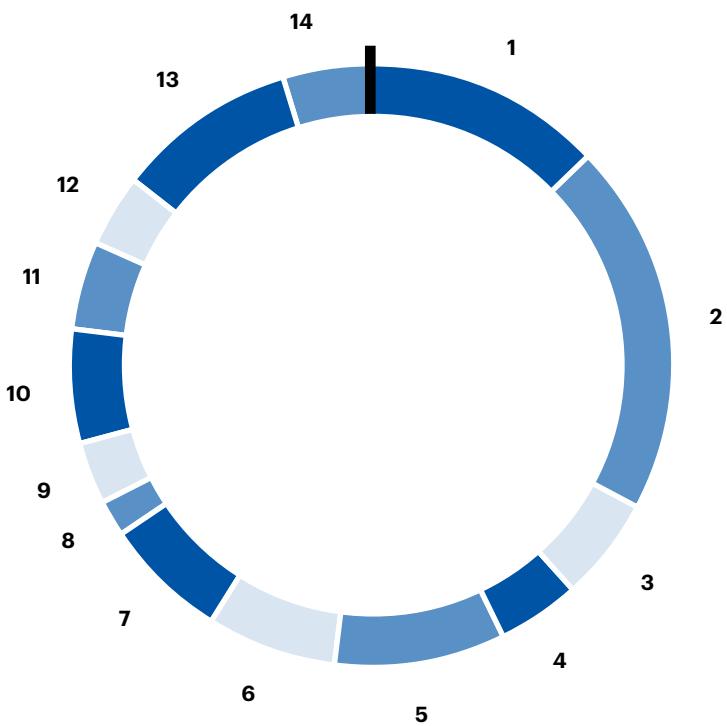
Faits saillants

Budget non consolidé

Pour chaque dollar de revenu non consolidé

(avant amortissement)

1	Administration générale	13,0¢
2	Police, sécurité incendie et sécurité publique	20,0¢
3	Réseau routier	5,6¢
4	Enlèvement de la neige	4,4¢
5	Transport collectif	9,1¢
6	Eau et égout	6,9¢
7	Collecte, traitement et élimination des déchets et protection de l'environnement	6,7¢
8	Logement et urgence sociale	1,9¢
9	Aménagement, urbanisme et développement économique	3,5¢
10	Activités récréatives	6,0¢
11	Activités culturelles	4,6¢
12	Frais de financement	3,9¢
13	Remboursement de la dette	9,7¢
14	Autres éléments	4,7¢



Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées

Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024
						Reclassé
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes sur la valeur foncière	834,4	-	834,4	800,8	-	800,8
Taxes sur une autre base	109,5	-	109,5	109,5	-	109,5
Paiements tenant lieu de taxes	23,8	-	23,8	22,3	-	22,3
Services rendus	15,8	195,2	211,0	13,6	184,7	198,3
Imposition de droits	95,1	-	95,1	95,0	-	95,0
Amendes et pénalités	23,1	-	23,1	22,7	-	22,7
Intérêts	29,8	0,2	30,0	37,4	-	37,4
Autres revenus	10,0	1,8	11,8	8,4	11,6	20,0
Transferts	88,0	1,0	89,0	66,3	2,1	68,4
	1 229,5	198,2	1 427,7	1 176,0	198,4	1 374,4
Investissement						
Transferts	94,5	120,8	215,3	96,0	178,9	274,9
Imposition de droits	-	-	-	-	-	-
Contribution des promoteurs	4,5	-	4,5	5,9	-	5,9
Autres revenus	-	-	-	-	-	-
	99,0	120,8	219,8	101,9	178,9	280,8
	1 328,5	319,0	1 647,5	1 277,9	377,3	1 655,2
Dépenses						
Administration générale	159,8	-	159,8	156,9	-	156,9
Sécurité publique	245,2	-	245,2	237,4	-	237,4
Transport	235,5	190,5	426,0	221,7	191,5	413,2
Hygiène du milieu	167,4	-	167,4	164,0	-	164,0
Santé et bien-être	23,9	-	23,9	23,7	-	23,7
Aménagement, urbanisme et développement	42,8	-	42,8	43,0	-	43,0
Loisirs et culture	130,1	6,4	136,5	121,4	5,6	127,0
Frais de financement	48,0	-	48,0	43,0	-	43,0
Amortissement des immobilisations	168,0	27,8	195,8	161,6	22,4	184,0
	1 220,7	224,7	1 445,4	1 172,7	219,5	1 392,2
Excédent (déficit) de l'exercice	107,8	94,3	202,1	105,2	157,8	263,0
Moins: revenus d'investissement	99,0	120,8	219,8	101,9	178,9	280,8
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	8,8	(26,5)	(17,7)	3,3	(21,1)	(17,8)

Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées - suite (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Conciliation à des fins fiscales						
Amortissement	168,0	27,8	195,8	161,6	22,4	184,0
	176,8	1,3	178,1	164,9	1,3	166,2
Remboursement de la dette à long terme						
	119,3	4,0	123,3	99,9	3,9	103,8
Excédent (déficit) avant affectations	57,5	(2,7)	54,8	65,0	(2,6)	62,4
Affectations						
Paiements comptants des immobilisations	43,3	0,7	44,0	35,3	0,7	36,0
Réserves financières et fonds réservés	27,6	(1,3)	26,3	37,7	(2,2)	35,5
Excédent de fonctionnement affecté	(17,2)	-	(17,2)	(9,0)	-	(9,0)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3,9	(2,1)	1,8	1,0	(1,1)	(0,1)
Service de dette	(0,1)	-	(0,1)	-	-	-
	57,5	(2,7)	54,8	65,0	(2,6)	62,4
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales						
	-	-	-	-	-	-

Budget de 1 230 M\$

Variation du compte de taxes foncières moyen

Secteur résidentiel: 1,9%

Secteur non résidentiel: 1,9%

Gestion financière rigoureuse

Diversification des sources de revenus

Poursuite du chantier d'optimisation financière

Contrôle de la masse salariale

Augmentation du paiement comptant aux immobilisations

Maintien de la cote de crédit AA+

Ajouts et améliorations de services

Entretien des infrastructures d'eaux usées et d'eau potable

Réalisation et mise en exploitation de nouveaux projets porteurs pour la population

Incitation au développement et à la planification du territoire

Contribution au transport collectif et à la mobilité durable

Portrait budgétaire non consolidé

Revenus

Grâce à une gestion rigoureuse de ses finances, la Ville limitera la hausse des taxes municipales à 1,9% en 2025 pour les secteurs résidentiels, non résidentiels et agricoles. Les terrains vagues desservis sont portés à 4 fois le taux de base, tel qu'il est permis par la Loi sur les cités et villes, alors que les terrains vagues non desservis demeurent à 2 fois le taux de base.

Les nouveaux immeubles qui seront inscrits au rôle d'évaluation augmenteront les revenus de la taxe foncière générale et ceux des autres taxes ou tarifs (services de l'eau, disposition de la neige dans le secteur non résidentiel) de 9 M\$.

La majorité des tarifs des activités et des services municipaux sont indexés à l'inflation.

Les revenus de la taxe spéciale pour les infrastructures d'eau potable et d'eaux usées sont de 16,4 M\$.

Les revenus de la nouvelle taxe spéciale pour la contribution à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) sont de 112,1 M\$.

Globalement, en 2025, en ajoutant les diverses autres sources de revenus détaillées dans les pages suivantes, les revenus totalisent 1 229,5 M\$, en comparaison à 1 176 M\$ en 2024. Il s'agit d'une croissance de 53,5 M\$, soit de 4,5%.

Taux de taxes

L'année 2025 est la première année du rôle triennal d'évaluation 2025-2027. La Ville a choisi d'étaler sur trois ans la variation des valeurs. En conséquence, elle ajuste ses taux de taxes pour contrer globalement, à l'intérieur de chacune des catégories d'immeubles, les augmentations de valeur découlant du rôle.

Taux de la taxe foncière générale (par 100 \$ d'évaluation)

Catégories	Taux 2025	Taux 2024
Résiduelle (taux de base)	0,5562	0,6580
Immeubles de 6 logements ou plus	0,7410	0,8480
Immeubles non résidentiels	2,1562	2,5842
Agricole	0,4691	0,5492
Terrains vagues desservis	2,2248	1,3160

Les taux de la taxe spéciale pour les infrastructures d'eau potable et d'eaux usées sont également ajustés pour tenir compte de l'étalement et des variations de valeurs découlant du rôle triennal 2025-2027.

Taux de la taxe spéciale (par 100 \$ d'évaluation)

Catégories	Taux 2025	Taux 2024
Résiduelle (taux de base)	0,0130	0,0165
Immeubles de 6 logements ou plus	0,0173	0,0170
Immeubles non résidentiels	0,0502	0,0488
Agricole	0,0120	0,0134
Terrains vagues desservis	0,0520	0,0330

Taux de la taxe spéciale – ARTM (par 100 \$ d'évaluation)

Catégories	Taux 2025	Taux 2024
Résiduelle (taux de base)	0,0887	0,0526
Immeubles de 6 logements ou plus	0,1182	0,0572
Immeubles non résidentiels	0,3439	0,1620
Agricole	0,0812	0,0442
Terrains vagues desservis	0,3548	0,1052

Taux de droits de mutation

Conformément à l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières, les tranches de la base d'imposition ont été indexées de 4,4898%, tel que publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 14 juin 2024.

Taux de droits de mutation

Taux 2025	Tranche de la base d'imposition
0,5 %	Pour les premiers 61 500 \$
1,0 %	De 61 501 \$ à 307 800 \$
1,5 %	De 307 801 \$ à 611 500 \$
2,0 %	De 611 501 \$ à 1 223 100 \$
3,0 %	Pour l'excédent de 1 223 100 \$

Dépenses et autres activités de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement prévues en 2025 sont en hausse de 4,1%, soit de 41,6 M\$, par rapport à 2024. Elles s'établissent à 1 052,7 M\$.

La croissance de la rémunération et des avantages sociaux représente 17,8 M\$, ou une hausse de 3,2% par rapport au budget précédent.

Le budget 2025 est encadré par les priorités de l'organisation pour répondre à un contexte économique éprouvant. En voici les principaux éléments.

Diversification des sources de revenus: 13 M\$ de revenus supplémentaires

- Augmentation des taux de taxes sur les terrains vagues desservis ainsi que sur les surfaces minéralisées.
- Indexation des tarifs pour la disposition de la neige (secteur non résidentiel).
- Implantation de la nouvelle redevance pour favoriser la remise en culture des terres agricoles non exploitées (elle alimentera le Fonds de remise en culture).
- Mise en place d'une tarification attractive et accessible au Complexe aquatique de Laval.

Gestion financière rigoureuse

- Maintien de la cote de crédit AA+.
- Hausse du compte de taxes moyen pour les secteurs résidentiels et non résidentiels à 1,9 %, sous le seuil de l'inflation.
- Poursuite du chantier d'optimisation financière avec des efforts de l'ensemble des services municipaux, permettant une revue complète de l'ensemble des activités (économies de 10 M\$).
- Gel du nombre d'effectifs pour limiter les répercussions de la masse salariale sur les dépenses de la Ville.
- Augmentation du paiement comptant des immobilisations pour réduire l'endettement des générations futures (8 M\$ supplémentaires).

Des investissements essentiels pour des services municipaux efficents et arrimés aux besoins de la population

- Entretien d'infrastructures municipales (puisards, conduites, équipements de rétention, etc.) liées à la gestion de l'eau pour améliorer la résilience aux changements climatiques (1 M\$).
- Mise en exploitation du Complexe aquatique de Laval et de l'Espace citoyen des Confluents (2,4 M\$).
- Déploiement de mesures pour accélérer l'obtention de permis liés au Service de l'urbanisme, notamment pour la construction et la rénovation, et poursuite de la démarche de planification du développement du territoire (0,8 M\$).
- Soutien accru au transport collectif par le biais d'une contribution à l'ARTM en hausse de 8% (8,6 M\$ supplémentaires).
- Mise en place d'un programme d'activités visant à célébrer le 60^e anniversaire de la ville de Laval: 1 M\$.
- Poursuite du budget participatif (0,2 M\$).

Affectations

Une affectation du surplus non affecté de 16,5 M\$; celle-ci servira à financer des projets non récurrents, dont la subvention pour la conversion des systèmes de chauffage au mazout à la biénergie et les appareils à combustibles solides, le budget participatif de 0,8 M\$, les opérations de cadenassage non capitalisables ainsi que les célébrations du 60^e anniversaire de Laval;

Les virements aux réserves financières pour le renouvellement des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées pour les projets urbains structurants et pour la réfection des infrastructures sont en baisse de 4,3 M\$, totalisant 28,9 M\$;

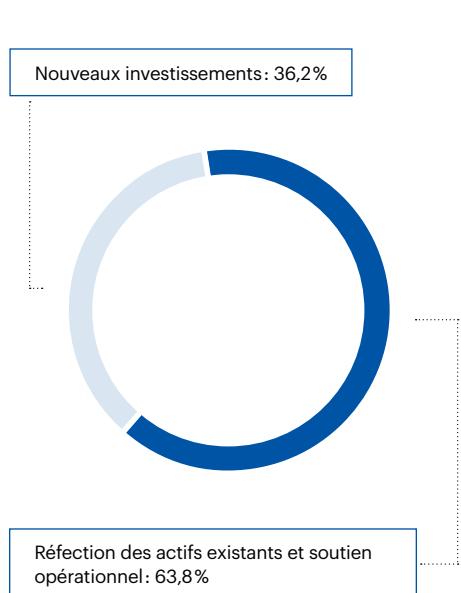
Le transfert au paiement comptant des immobilisations (PCI) à même le budget de fonctionnement a été augmenté de 8 M\$ pour 2025, totalisant 43,3 M\$, afin de limiter l'endettement futur.

Faits saillants

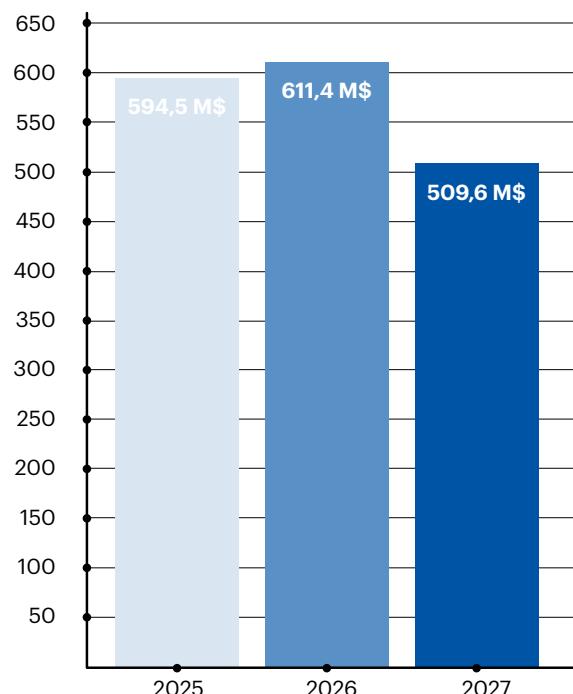
Programme triennal
d'immobilisations (PTI)
non consolidé

Programme triennal d'immobilisations non consolidé

Répartition du PTI



PTI 2025-2027: 1 715,4 M\$



Le programme triennal d'immobilisations 2025-2027 regroupe un ensemble de programmes et de projets d'investissements que la Ville de Laval compte réaliser ou entreprendre au cours de ces 3 années. Ces investissements totalisent 1 715,4 M\$, soit 594,5 M\$ en 2025, 611,4 M\$ en 2026 et 509,6 M\$ en 2027. Ils sont répartis entre le développement des infrastructures (36,2%) et la protection et la réfection des éléments d'actifs existants ainsi que le soutien opérationnel (63,8%).

Services aux citoyens

Divers investissements importants visant à améliorer les services aux citoyens sont prévus de 2025 à 2027.

En plus de divers investissements de 142,7 M\$ dans les parcs et les espaces communautaires pour la réfection ou l'ajout d'installations, la Ville prévoit investir, au cours des 3 prochaines années, 20,6 M\$ pour la construction d'un chalet, d'une piscine et de divers aménagements extérieurs (terrain de soccer, patinoire réfrigérée, etc.) au parc Pie-X; plus de 14 M\$ pour la construction d'un nouveau chalet et la réfection complète de la piscine et des jeux d'eau au parc Couvrette; 7,6 M\$ pour la construction d'un chalet, de jeux d'eau et d'autres aménagements au parc Le Boutillier; 15,4 M\$ pour la construction d'un chalet et de jeux d'eau au parc de la Capitaine-Molly-Kool et 8,5 M\$ pour la construction d'un pavillon d'accueil à la berge des Baigneurs. De plus, il est prévu d'investir plus de

19,3 M\$ pour la revitalisation du secteur de la station de métro Cartier (réaménagement de l'entrée de ville Pont-Viau); 4,5 M\$ pour l'aménagement de bois lavallois; 3,5 M\$ pour le développement des berges; 15,8 M\$ pour l'aménagement de la berge de l'ancienne marina du Commodore; 2,1 M\$ pour l'installation de planchodromes et 14,9 M\$ pour la mise à niveau des infrastructures de baseball, de patinage, de soccer, de football, de tennis et de basketball.

La culture et le développement social ne seront pas en reste au cours des 3 prochaines années avec, notamment, la construction de l'infrastructure culturelle du centre-ville de Laval (bibliothèque centrale et centre de création artistique professionnelle) (132,3 M\$), la rénovation majeure de la bibliothèque Alain-Grandbois dans le cadre de la relocalisation de la bibliothèque multiculturelle (12,9 M\$) et la restauration de la résidence de création Marcel-Saint-Pierre (2,8 M\$).

Enfin, la réfection majeure de l'hôtel de ville de Laval se poursuivra de 2025 à 2027, avec des investissements de 48,7 M\$, en plus des travaux de modernisation des ateliers de soudure des garages municipaux et de réaménagement fonctionnel du garage du secteur 1 (3,25 M\$). Voilà autant de mesures qui permettront une meilleure efficacité de l'appareil municipal.

Sécurité

Encore une fois, la sécurité des citoyens lavallois sera l'une des priorités du prochain PTI, avec, notamment, la compléction de la caserne de pompiers 1 (19,6 M\$), l'achat et le remplacement de véhicules et d'équipements pour le Service de sécurité incendie (40,5 M\$) et le Service de police (17,2 M\$), l'acquisition de nouveaux équipements pour ces 2 services (7,3 M\$) et la construction de la nouvelle cour municipale (52,4 M\$). De plus, la Ville de Laval poursuivra la mise en place de mesures pour apaiser la circulation en y investissant 3,6 M\$ au cours des 3 prochaines années.

Transition écologique et adaptation aux changements climatiques

La Ville de Laval, dans une perspective de développement durable, investira près de 22,7 M\$ dans ses programmes de plantation d'arbres et de réduction d'îlots de chaleur et 1,8 M\$ dans l'implantation de bacs noirs dans le cadre de l'optimisation des collectes. D'importantes sommes seront aussi réservées pour planter des mesures d'économie d'eau potable (23,1 M\$).

Afin de faire face aux effets des changements climatiques, la Ville prendra les grands moyens. Grâce à son programme «Développement durable et adaptation aux changements climatiques pour les immeubles et les espaces publics» de 75,3 M\$, des gestes concrets seront mis en place pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, utiliser des méthodes de construction orientées vers un développement durable et favoriser l'aménagement d'infrastructures vertes. Plus concrètement, ce programme prévoit, notamment, l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques (11,7 M\$) ainsi que la conversion des énergies fossiles par des énergies renouvelables dans les bâtiments (37,8 M\$).

Des mesures de résilience liées aux changements climatiques, totalisant plus de 64,5 M\$ pour les 3 prochaines années, seront également mises en place. Ainsi, divers travaux correctifs et préventifs visant à limiter les répercussions négatives des changements climatiques et à augmenter la résilience des infrastructures de la Ville par rapport aux inondations iront de l'avant. Parmi ces mesures permanentes, notons la construction de digues de petite envergure, la réalisation de travaux sur les réseaux d'égouts pluviaux, etc.

Infrastructures

Afin d'assurer la fluidité de la circulation sur le territoire, des investissements importants en matière de maintien seront faits au cours des 3 prochaines années, notamment, 86 M\$ par le biais des programmes de reconstruction et de réhabilitation de chaussées et de trottoirs, 23 M\$ par le biais des programmes de réfection des ponts, des viaducs et des ponceaux et 8 M\$ par le biais du programme de feux de circulation et d'équipements de gestion du trafic. Les travaux de construction d'une bretelle d'entrée vers l'autoroute 15 Nord par le boulevard de la Concorde se poursuivront en 2025 (2,5 M\$), tout comme l'implantation du système de stationnement dynamique (20,3 M\$). De plus, des travaux majeurs pour le prolongement de rues et l'urbanisation de l'intersection des boulevards de la Renaissance et des Rossignols se mettront en branle au coût de 7,7 M\$, en plus du réaménagement complet du tronçon nord de l'avenue Léo-Lacombe au coût de 5,5 M\$ dans le cadre du PUS Concorde. Enfin, dans le but de favoriser la mobilité active des citoyens lavallois, le PTI 2025-2027 prévoit une somme de 32,5 M\$ pour le déploiement de liens cyclables superstructurants.

Les infrastructures pour le traitement de l'eau potable et des eaux usées ne seront pas en reste. Divers programmes liés au traitement des eaux se poursuivront au PTI 2025-2027, notamment, le programme de contrôle des surverses (51,2 M\$), les programmes de reconstruction et de réhabilitation de conduites d'égout et d'aqueduc (137,6 M\$), de remplacement de systèmes de contrôle dans les usines, les stations et les postes opérationnels (10,7 M\$), de rénovation et de mise aux normes des stations de pompage (5,5 M\$), de rénovation et de mise aux normes des usines d'eau potable (11,7 M\$), de rénovation et de mise aux normes des usines d'eaux usées (11,6 M\$) et de sécurisation d'alimentation en eau potable (33,4 M\$). Différents projets totalisant 117,2 M\$ s'amorceront ou se poursuivront au PTI 2025-2027, notamment, la mise à niveau du procédé de séchage de la station La Pinière (57,8 M\$), l'augmentation de la capacité de la StaRRE Auteuil (16,7 M\$) et l'amélioration de la source électrique d'urgence de la station Chomedey (13 M\$).

Voici les principaux projets et programmes qui seront réalisés ou entrepris d'ici à 2027.

Principaux projets

- Infrastructure culturelle du centre-ville de Laval (bibliothèque centrale et centre de création artistique professionnelle)
- Mise à niveau du procédé de séchage de la station La Pinière
- Cour municipale
- Mise aux normes de l'hôtel de ville
- Infrastructure culturelle du centre-ville – Volet équipement
- Construction d'un chalet et d'une piscine au parc Pie-X et de divers aménagements extérieurs (terrain de soccer, patinoire réfrigérée, etc.)
- Stationnement dynamique
- Construction de la caserne de pompiers 1
- Revitalisation du secteur de la station de métro Cartier – Réaménagement de l'entrée de ville Pont-Viau
- Augmentation de la capacité de la StaRRE Auteuil
- Aménagement de la berge de l'ancienne marina du Commodore
- Construction d'un chalet au parc de la Capitaine-Molly-Kool, incluant jeux d'eau

Principaux programmes

- Reconstruction et/ou réhabilitation de conduites d'égout et d'aqueduc (3 programmes)
- Remplacement de véhicules (3 programmes)
- Reconstruction et/ou réhabilitation de chaussées et de trottoirs (2 programmes)
- Développement durable et adaptation aux changements climatiques
- Mesure de résilience face aux changements climatiques
- Acquisition de terrains (3 programmes)
- Contrôle des surverses
- Aménagement et maintien d'actifs – Parcs et espaces publics (2 programmes)
- Développement et acquisition de logiciels divers
- Aménagement et maintien d'actifs – Immeubles
- Mobilité active et durable
- Sécurisation d'alimentation en eau potable
- Réfection de structures (ponts, viaducs et ponceaux)
- Plantation – Réduction des îlots de chaleur et adaptation aux changements climatiques (2 programmes)

Activités d'investissement et modes de financement consolidés

Activités d'investissement et modes de financement consolidés (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Budget 2024
Acquisitions d'immobilisations				
Administration générale	71,5	-	71,5	49,3
Sécurité publique	45,5	-	45,5	34,5
Transport	158,3	139,2	297,5	343,7
Hygiène du milieu	131,1	-	131,1	145,2
Aménagement, urbanisme et développement	2,1	-	2,1	2,9
Loisirs et culture	185,9	-	185,9	145,6
	594,5	139,2	733,7	721,3
Sources de financement externes				
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	9,8	-	9,8	2,0
Contributions des promoteurs	4,5	-	4,5	5,9
Transferts gouvernementaux	94,5	120,8	215,3	274,9
	108,9	120,8	229,7	282,8
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables				
	485,6	18,4	504,0	438,5
Paiements comptants				
Affectations des activités de fonctionnement	33,0	0,7	33,7	25,7
Excédent de fonctionnement non affecté	-	-	-	-
Excédent de fonctionnement affecté	-	2,4	2,4	5,6
Réserve – Paiement comptant des immobilisations	14,1	-	14,1	10,9
Réserve – Service de l'eau	47,0	-	47,0	44,4
Réserve – Gestion des déchets	-	-	-	-
Réserve – Échangeur Val-des-Brisés	0,3	-	0,3	0,8
Fonds de parc	0,9	-	0,9	1,1
Fonds pour le remembrement agricole	14,4	0,5	14,9	20,5
Autres	109,8	3,6	113,3	108,9
	102,2	6,6	108,8	110,0
Emprunts à l'ensemble des contribuables				
	375,8	14,9	390,7	329,7

Profil de Laval



Section 2

Laval en chiffres

Superficie	246 km ²
Longueur	33 km
Largeur	12 km
Démographie	
Population (estimée pour 2025)	460 000
Âge médian	42
Langues maternelles	
Français	54,6%
Anglais	9%
Établissements d'enseignement et de recherche	
Primaires (préscolaire inclus)	82
Secondaires	26
Centres de formation professionnelle	17
Collèges et cégeps	4
Pavillons universitaires	3
Centres de recherche	1
Santé	
Centres hospitaliers	2
Centres locaux de services communautaires (CLSC)	7
Centres de réadaptation	9
Centres d'hébergement publics et privés	15
Centres de prélèvements	6
Cliniques médicales, groupes de médecine familiale (GMF) et super-cliniques	21
Centres de services ambulatoires et multiservices de santé et de services sociaux	7
Transports en commun	
Autobus (Société de transport de Laval)	
Nombre de parcours	45
Nombre d'autobus	350
Longueur du réseau	1 450 km
Nombre de déplacements – Réseau régulier	18 007 482
Transport adapté – Nombre d'usagers	15 472
Transport adapté – Nombre de déplacements	504 625
Transport scolaire	
Nombre de parcours	57
Train de banlieue	
Longueur du réseau	16 km
Nombre de gares	5
Stationnements incitatifs (gratuits)	2 542 espaces
Culture	
Événements culturels	8
Salles de spectacle	4
Musées	5
Bibliothèques	9

Tourisme

Nombre annuel de visiteurs	1 748 683
Tourisme d'affaires	53%
Nombre d'unités disponibles pour l'hébergement	1 669
Taux d'occupation	70,9%
Dépenses touristiques annuelles	112,4 M\$

Économie – Affaires (emplois par industrie, en milliers en 2023)

Secteur de la production de biens	
Construction	14,7
Fabrication	27,7
Autres	1,6
Secteur des services	
Commerce	38,6
Transport et entreposage	20,8
Finance, assurance et immobilier	15,1
Service professionnel	18,6
Service aux entreprises	9,6
Service d'enseignement	18,7
Soins de santé et assurance sociale	29,3
Information, culture et loisirs	10,0
Hébergement et restauration	11,8
Administration publique	11,8
Autres	9,1

Agriculture

Nombre de zones agricoles	4
Superficie de la zone agricole	7 122 hectares
Superficie exploitée totale	3 345 hectares
Nombre de producteurs agricoles	124
Revenus bruts agricoles	96 M\$

Infrastructures routières

Longueur du réseau routier	1 959 km
Longueur des voies cyclables	340 km
Ponts et passerelles	131

Infrastructures d'eau

Stations de production d'eau potable	3
Stations de traitement des eaux usées	3
Production d'eau potable (2023)	183 636 m ³ /jour
Traitement des eaux usées (2023)	374 753 m ³ /jour
Longueur des conduites d'aqueduc	1 792 km
Longueur des conduites d'égout	1 802 km
Stations de pompage	74

Conseil municipal et comité exécutif

Maire	Stéphane Boyer	Président du comité exécutif
Districts électoraux	Conseillers	
1. Saint-François	Isabelle Piché	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Paolo Galati	
3. Val-des-Arbres	Achille Cifelli	
4. Duvernay-Pont-Viau	Christine Poirier	Membre du comité exécutif
5. Marigot	Cecilia Macedo	Présidente des assemblées du conseil municipal
6. Concorde-Bois-de-Boulogne	Sandra Desmeules	Membre du comité exécutif
7. Renaud	Seta Topouzian	
8. Vimont	Pierre Brabant	
9. Saint-Bruno	David De Cotis	
10. Auteuil	Jocelyne Frédéric-Gauthier	
11. Laval-des-Rapides	Alexandre Warnet	Membre associé du comité exécutif
12. Souvenir-Labelle	Sandra El-Helou	Membre associé du comité exécutif
13. L'Abord-à-Plouffe	Vasilios Karidogiannis	
14. Chomedey	Aglaia Revelakis	
15. Saint-Martin	Aline Dib	Membre associé du comité exécutif
16. Sainte-Dorothée	Ray Khalil	Vice-président du comité exécutif
17. Laval-les-Îles	Nicholas Borne	Membre du comité exécutif
18. L'Orée-des-Bois	Yannick Langlois	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Louise Lortie	
20. Fabreville	Claude Larochelle	
21. Sainte-Rose	Flavia Alexandra Novac	

Administration

Direction générale

Directeur général	Benoit Collette
Directrice générale adjointe – Partenariats corporatifs	Geneviève Roy
Directrice générale adjointe – Développement et aménagement du territoire	Scarlett Van Blaeren
Directeur général adjoint – Infrastructures	Frédéric Cossette
Directrice générale adjointe – Sécurité publique et services de proximité	Josée Bédard

Services

Affaires juridiques	Simon Tremblay
Approvisionnement	Éric Lecrouart
Communications et marketing	Sophie De Nobile
Culture, loisirs, sport et développement social	Michel Allen
Développement économique	Lidia Divry
Environnement et écocitoyenneté	Mathieu Monfet
Évaluation foncière	Martin Houde
Expérience citoyenne	Tania Fonrose
Finances	Vacant
Gestion de l'eau	Pierre Cullen
Greffé	Marie-Christine Lefebvre
Immeubles, parcs et espaces publics	Nicolas Moukhaiber
Ingénierie	Marie-Josée Girard
Innovation et technologies	Guy Germain
Planification et réalisation des projets	Jean-Marc Venne
Police	Pierre Brochet
Ressources humaines	Alain Charlebois
Sécurité incendie	Patrick Taillefer
Travaux publics	Christian Demers
Urbanisme	Hugo Rousseau

Bureaux

Innovation sociale et transition écologique	Martine Hébert
Juges	Aryanne Guérin
Mobilité	Denis Fafard
Ombudsman	Nathalie Blais
Performance organisationnelle	Mireille Camilien
Transactions et investissements immobiliers	Frédéric Lefebvre
Vérificatrice générale	Véronique Boily

Mission des services municipaux et des bureaux

Les services municipaux

Affaires juridiques

Apporte le soutien juridique nécessaire à la Ville en répondant aux demandes de nature légale provenant de la Direction générale ou de l'ensemble de ses services. Représente la Ville devant différents tribunaux et supervise les mandats confiés à des firmes externes d'avocats. Assume la responsabilité du greffe de la cour municipale et des procureurs qui agissent pour la Ville devant cette cour. Assure le suivi des réclamations présentées à la Ville, incluant le portefeuille des assurances du Secrétariat de la gouvernance (responsable de la Commission de la gouvernance), des notaires, des procureurs aux relations de travail ainsi que du procureur-conseil au Service de police.

Approvisionnement

Responsable du processus d'adjudication des contrats qui sont requis dans le cadre de la conduite des activités courantes et stratégiques de la Ville. Assume la responsabilité de la gestion des magasins et de la fourrière municipale ainsi que de la disposition des actifs. Veille à obtenir les biens et les services nécessaires aux opérations de la Ville aux meilleures conditions possible en main-tenant un régime de concurrence loyal et transparent dans le respect des lois et des règlements en vigueur. Agit comme principal intervenant dans l'application du règlement sur la gestion contractuelle.

Communications et marketing

Assure le positionnement stratégique de la Ville ainsi que la gestion de son image de marque. Maintient les relations avec les médias en plus d'alimenter les réseaux sociaux. Soutient l'ensemble des services dans la transmission d'informations aux citoyens.

Culture, loisirs, sport et développement social

Offre, par son expertise, son leadership et ses actions favorisant la participation citoyenne et son partenariat dans les domaines de la culture, des loisirs, du sport et du développement social, des services permettant d'améliorer la qualité de vie et le sentiment d'appartenance des citoyens et des organismes.

Développement économique

Fait de Laval la ville des nouvelles possibilités d'affaires et un véritable moteur économique. Cette vision se concrétise par le travail d'un groupe d'experts en solutions d'affaires au service des entreprises lavalloises qui souhaitent accélérer leur développement de façon innovante, responsable et durable et de celles qui désirent s'implanter sur le territoire.

Environnement et écocitoyenneté

Assure la qualité de l'environnement du territoire lavallois en protégeant les milieux naturels, les berges et les cours d'eau, en réduisant les gaz à effet de serre et en faisant la promotion de l'écocitoyenneté. Responsable de la gestion des matières résiduelles, du contrôle des nuisances, de la gestion animalière, de la salubrité des habitations, de la qualité des sols, du contrôle des rejets industriels, de la gestion des puits et des installations septiques et de la diminution des usages inappropriés de l'eau.

Évaluation foncière

Responsable de la confection et de la tenue à jour du rôle d'évaluation foncière, qui reflète la valeur de tous les immeubles inventoriés et situés sur le territoire de la Ville. Justifie le contenu du rôle d'évaluation auprès des contribuables et des tribunaux.

Expérience citoyenne

Oriente et accompagne la Direction générale, les services et les bureaux municipaux par responsabilité fonctionnelle sur tous les dossiers, les programmes et les projets reliés à l'expérience citoyenne. Veille à l'alignement et à la cohérence organisationnelle de la qualité de l'expérience citoyenne et assure la gestion des ressources dans son domaine d'expertise. Contribue à améliorer la prestation de services par la promotion de l'efficacité et de la rigueur relatives aux différents parcours des citoyens. Met en place la gouvernance en matière d'expérience citoyenne et l'exerce de façon à aligner les programmes, les projets et les processus qui y contribuent et met en œuvre des stratégies de mobilisation à la culture « citoyen d'abord ». Gère les activités du 311 et du comptoir multiservice et assure la gestion d'un portefeuille de projets de transformation numérique de services aux citoyens. Responsable de la gouvernance des systèmes informatiques de gestion des relations citoyennes.

Finances

Planifie et contrôle l'ensemble des activités financières et administratives de la Ville, dont la préparation des états financiers, la perception des taxes, le paiement des différentes dépenses ainsi que la coordination, la préparation et le suivi du budget et du programme triennal d'immobilisations, conformément aux normes comptables, aux lois en vigueur et aux décisions du conseil municipal.

Gestion de l'eau

Assure la qualité de l'eau, la fourniture en eau potable ainsi que le traitement des eaux usées sur le territoire lavallois. Responsable de la gestion des usines de production d'eau potable, des stations d'épuration des eaux usées, des réseaux d'aqueduc et d'égout, des stations de pompage et des ouvrages de débordement.

Greffé

Assure le cadre législatif à l'intérieur duquel les décisions du conseil municipal et du comité exécutif sont prises et voit à rédiger les procès-verbaux, les résolutions et les projets de règlements de la Ville. Collige et conserve les documents qui sont ainsi archivés. Responsable des demandes de documents municipaux formulées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Responsable du processus complet de l'ouverture des soumissions publiques ainsi que de l'exercice de tous les devoirs et de tous les pouvoirs qui lui sont accordés par les lois en vigueur.

Immeubles, parcs et espaces publics

Construit, aménage, rénove ou maintient les infrastructures municipales, dont les immeubles, les stationnements, les piscines, l'éclairage, les parcs et les espaces publics, pour répondre aux besoins de la collectivité, en concordance avec la vision stratégique de la Ville.

Ingénierie

Assure le rôle d'expert-conseil en matière de planification, de conception, de construction et de réhabilitation des infrastructures: aqueduc, égout, ouvrages de gestion des eaux pluviales, infrastructures d'utilité publique, routes, pistes cyclables, signalisation et feux de circulation, éclairage, ponts, ponceaux, viaducs, stations de production d'eau potable et de traitement des eaux usées, stations de pompage et ouvrages connexes. Responsable de la délivrance des permis de raccordement et des permis d'obstruction de la voie publique.

Innovation et technologies

Gouverne et encadre les métiers et les compétences technologiques à la Ville et établit les standards, les normes, les pratiques et les processus. Améliore la qualité de vie des citoyens lavallois et des partenaires et favorise leur engagement à travers la technologie. Accompagne et soutient les services et les bureaux municipaux dans la prestation de services aux citoyens en fournissant des solutions technologiques innovantes. Veille à ce que l'ensemble des applications, des systèmes et des infrastructures qui soutiennent les activités de la Ville soient continuellement disponibles et fonctionnent de façon sécurisée et efficace.

Planification et réalisation de projets

A comme mission de mettre en place des stratégies innovantes permettant à la Ville d'optimiser ses investissements immobiliers en contrôlant et en réduisant les délais de réalisation et les coûts des projets sous sa responsabilité. S'assure d'implanter et de pérenniser des méthodes et des procédures innovantes de réalisation des projets de construction en appliquant le cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville.

Police

Responsable de la promotion et du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique. Responsable de la protection de la personne et de la propriété, de la moralité, de la circulation, des enquêtes et de l'application de la réglementation en matière policière. Responsable du Bureau d'intégrité et d'éthique de Laval.

Ressources humaines

Veille à pourvoir les services et les bureaux municipaux de personnes responsables et compétentes pour œuvrer auprès des citoyens. Soutient les activités de la Ville et en maximise l'efficacité en permettant aux employés d'évoluer dans un milieu de travail stimulant où règnent le respect et l'intégrité. Responsable de la gestion des relations de travail, de la santé et de la sécurité au travail et du développement organisationnel. Gère différents programmes, dont la paie, la formation ainsi que les avantages sociaux, et procède de façon constante à l'évaluation de ses effectifs.

Sécurité incendie

Responsable de protéger les vies et les biens par la prévention, l'éducation et l'intervention lors de sinistres et de situations d'urgence. Élabore une vision urbaine et organisationnelle permettant de tenir compte de l'ensemble des structures municipales et des différentes parties prenantes, et ce, dans le but de mieux gérer les risques et de rendre la Ville plus résiliente aux aléas auxquels elle est exposée.

Travaux publics

Responsable de l'entretien de la voie publique et des réseaux d'égout et d'aqueduc sur tout le territoire lavallois, incluant les opérations de déneigement. Doit faire preuve d'ingéniosité et de prévoyance dans le but de procurer un milieu de vie de qualité à l'ensemble des citoyens. Responsable de la gestion, de l'entretien et de la réparation des véhicules et de l'équipement, ce qui inclut l'outil-lage, la machinerie et la fourniture en essence. Responsable de l'entretien des parcs et des espaces verts ainsi que des arbres publics et la gestion de la foresterie. Coordonne la gestion des appels d'offres en lien avec les besoins opérationnels, le budget et la vision du service. Acquiert, gère, entretiennent et répare les véhicules, à l'exception des véhicules d'urgence.

Urbanisme

Assure le développement harmonieux du territoire, applique les règlements d'urbanisme et délivre les permis de construction, de rénovation et de lotissement (cadastre). Administre les divers programmes de la Ville, notamment en matière de rénovation urbaine et de protection du patrimoine. Responsable de la toponymie des sites, des immeubles et des équipements municipaux (appellation d'un immeuble, d'une rue, d'un parc, etc.). Veille à la mise en œuvre du schéma d'aménagement de la Municipalité régionale de comté (MRC) et gère l'aménagement en vue d'assurer une utilisation efficace du territoire afin de répondre aux besoins de la collectivité.

Les bureaux

Innovation sociale et transition écologique

Accompagne les services dans la mise en œuvre des principes de l'innovation sociale et de la transition écologique afin de concrétiser une transformation sociale, organisationnelle, systémique et exemplaire. Veille à ce que la Ville adapte ses pratiques en harmonie avec son environnement. Renforce la résilience communautaire et territoriale en mettant en œuvre des projets, des directives, des politiques, des mesures et des règlements axés sur l'innovation sociale et la transition écologique. Engendre la création de conditions optimales pour que naissent des collaborations structurantes et porteuses au sein de l'écosystème lavallois.

Juges

Ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

Mobilité

Élabore une stratégie de mobilité durable pour répondre aux défis anticipés en concentrant ses interventions sur le réseau artériel stratégique du territoire lavallois. Arrime les tendances de déplacement avec celles du développement urbain pour créer un réseau structurant de mobilité qui répondra aux besoins et appuiera le développement de la ville. Assure une veille face aux nouvelles technologies et aux nouvelles tendances en transport en considérant son rôle de planification stratégique à long terme. Travaille en concertation avec la Société de transport de Laval, des partenaires métropolitains dans le contexte du Plan stratégique de développement (PSD) de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et le Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Planifie en arrimage avec la Politique de mobilité durable du ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec (MTMD).

Ombudsman

Reçoit et traite les plaintes des citoyens qui s'estiment lésés par un acte ou une omission de la Ville, d'un organisme paramunicipal ou de leurs employés. Intervient ou enquête chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou est vraisemblablement susceptible de l'être. Mène des enquêtes et formule des recommandations à l'intention de la Ville dans le but de faire corriger l'acte ou l'omission, d'atténuer le préjudice subi, de reconnaître les manquements ou d'améliorer les façons de faire.

Performance organisationnelle

Développe un programme de gestion de la performance contribuant à mettre en place des pratiques et des outils de gestion afin que la Ville atteigne les plus hauts standards d'excellence. Place inconditionnellement la voix du citoyen au cœur de ses préoccupations et met tout en œuvre pour créer un maximum de valeur pour lui.

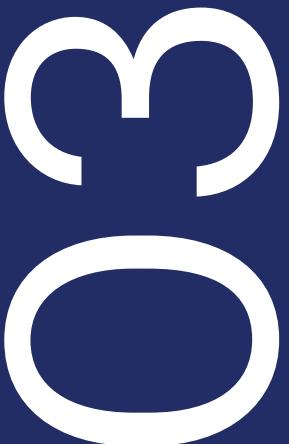
Transactions et investissements immobiliers

Agit comme expert auprès des différents services, bureaux et mandataires municipaux, notamment auprès du Service de l'urbanisme afin de déterminer les frais aux fins de parc et auprès du Service des affaires juridiques afin d'établir la valeur assurable des bâtiments municipaux. Acquiert les immeubles nécessaires aux projets des services et des bureaux municipaux, dispose des immeubles excédentaires, régularise les cas d'empiètements sur la propriété municipale et consolide le patrimoine agricole lavallois. Produit des analyses financières alignées avec les critères d'investissements sectoriels retenus, incluant la supervision de modélisations financières.

Vérificateur général

Apporte au conseil municipal et aux citoyens un regard objectif et indépendant sur la performance de la Ville et des entités faisant partie de son champ de compétences ainsi que sur la fiabilité de leurs états financiers et leur conformité aux lois et aux règlements.

Budget 2025



Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées

Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes sur la valeur foncière	834,4	-	834,4	800,8	-	800,8
Taxes sur une autre base	109,5	-	109,5	109,5	-	109,5
Paiements tenant lieu de taxes	23,8	-	23,8	22,3	-	22,3
Services rendus	15,8	195,2	211,0	13,6	184,7	198,3
Imposition de droits	95,1	-	95,1	95,0	-	95,0
Amendes et pénalités	23,1	-	23,1	22,7	-	22,7
Intérêts	29,8	0,2	30,0	37,4	-	37,4
Autres revenus	10,0	1,8	11,8	8,4	11,6	20,0
Transferts	88,0	1,0	89,0	66,3	2,1	68,4
	1 229,5	198,2	1 427,7	1 176,0	198,4	1 374,4
Investissement						
Transferts	94,5	120,8	215,3	96,0	178,9	274,9
Imposition de droits	-	-	-	-	-	-
Contribution des promoteurs	4,5	-	4,5	5,9	-	5,9
Autres revenus	-	-	-	-	-	-
	99,0	120,8	219,8	101,9	178,9	280,8
	1 328,5	319,0	1 647,5	1 277,9	377,3	1 655,2
Dépenses						
Administration générale	159,8	-	159,8	156,9	-	156,9
Sécurité publique	245,2	-	245,2	237,4	-	237,4
Transport	235,5	190,5	426,0	221,7	191,5	413,2
Hygiène du milieu	167,4	-	167,4	164,0	-	164,0
Santé et bien-être	23,9	-	23,9	23,7	-	23,7
Aménagement, urbanisme et développement	42,8	-	42,8	43,0	-	43,0
Loisirs et culture	130,1	6,4	136,5	121,4	5,6	127,0
Frais de financement	48,0	-	48,0	43,0	-	43,0
Amortissement des immobilisations	168,0	27,8	195,8	161,6	22,4	184,0
	1 220,7	224,7	1 445,4	1 172,7	219,5	1 392,2
Excédent (déficit) de l'exercice	107,8	94,3	202,1	105,2	157,8	263,0
Moins: revenus d'investissement	99,0	120,8	219,8	101,9	178,9	280,8
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	8,8	(26,5)	(17,7)	3,3	(21,1)	(17,8)

Sommaire des prévisions budgétaires 2025 consolidées - suite (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Conciliation à des fins fiscales						
Amortissement	168,0	27,8	195,8	161,6	22,4	184,0
	176,8	1,3	178,1	164,9	1,3	166,2
Remboursement de la dette à long terme						
	119,3	4,0	123,3	99,9	3,9	103,8
Excédent (déficit) avant affectations	57,5	(2,7)	54,8	65,0	(2,6)	62,4
Affectations						
Paiements comptants des immobilisations	43,3	0,7	44,0	35,3	0,7	36,0
Réserves financières et fonds réservés	27,6	(1,3)	26,3	37,7	(2,2)	35,5
Excédent de fonctionnement affecté	(17,2)	-	(17,2)	(9,0)	-	(9,0)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3,9	(2,1)	1,8	1,0	(1,1)	(0,1)
Service de dette	(0,1)	-	(0,1)	-	-	-
	57,5	(2,7)	54,8	65,0	(2,6)	62,4
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales						
	-	-	-	-	-	-

Situation économique et contexte budgétaire

La conjoncture générale

Le contexte économique en 2024 a été marqué par une croissance économique ralentie, avec des perspectives de reprise pour les investissements, conséquemment à une baisse de l'inflation; une réduction de la pression financière et un marché de l'emploi en progression. Il est difficile de prévoir l'avenir et les répercussions sur l'économie québécoise des résultats des élections américaines ou, encore, des élections canadiennes prévues en 2025. Malgré tout, l'économie de Laval a montré une résistance notable. Selon Études économiques de Desjardins, cette résilience s'explique principalement par une forte progression de l'emploi et une hausse considérable de la population. Ces facteurs ont contribué à la croissance de 6% du PIB nominal de Laval en 2023.

Le marché de l'emploi de la région lavalloise reste solide, notamment avec des taux d'activité et d'emploi parmi les plus élevés des régions administratives au troisième trimestre de 2024. Le nombre de Lavallois en emploi a connu un recul au cours des premiers trimestres de 2024, avant de reprendre une croissance au troisième trimestre de 2024, pour s'établir à 241 100. Le taux de postes vacants a diminué pour atteindre 2,6% au deuxième trimestre de 2024 dénombrant ainsi 4 240 postes vacants. Quand au taux de chômage des Lavallois en emploi, il a augmenté à 6,3%, un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (5,6%) au troisième trimestre de 2024. Cette situation s'explique par une augmentation plus rapide de la population active que celle des Lavallois en emploi.

Le ralentissement économique qui était attendu en 2023 et 2024 s'est traduit par une baisse de la croissance économique sur le plan du produit intérieur brut. Ce ralentissement est, entre autres, attribuable à une consommation plus faible en raison d'un pouvoir d'achat réduit ainsi qu'au ralentissement de la production par les entreprises. De ce fait, la section Études économiques de Desjardins, estime que la croissance économique de Laval atteindra 4,8% en 2024 et 3,5% en 2025¹. Ces prévisions de la croissance du PIB sont moins optimistes que les dernières années, mais elles demeurent tout de même positives et supérieures à celles de l'ensemble du Québec (4,6% pour 2024 et 3,4% pour 2025).

Laval soutient de nombreuses initiatives afin de stimuler un dynamisme et une résilience du tissu économique sur le territoire, principalement par le biais de la vision stratégique lavalloise de développement économique intitulée *Laval, capitale des opportunités et territoire d'expérimentations*. En 2024, la réalisation du plan d'action se poursuit notamment par:

- Une nouvelle approche de guichet unique visant à soutenir l'attractivité et la rétention des investissements sur le territoire;
- La Stratégie lavalloise de la main-d'œuvre;
- Le soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises sur le territoire par le déploiement de 2 nouveaux programmes d'aide financière, soit le Fonds INNOGEC – Laval et le programme de la transition durable, qui ont pour objectif de soutenir respectivement les entreprises en économie sociale et leur transition durable, financés par le volet 2 du Fonds régions et ruralité du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH);
- Un nouveau plan de développement de la zone agricole, un plan de revalorisation des espaces industriels ainsi qu'une première politique d'économie sociale, toutes de nouvelles orientations visant à optimiser le développement du territoire;

- Le développement des premiers projets tests en innovation sur des filières stratégiques de développement économique, financé par une entente sectorielle en innovation de la région de Laval, affecté à la logique d'innovation collective TEMMRA;

Par ailleurs, plusieurs projets de développement majeurs sont aussi à souligner, comme le Complexe aquatique, dont la construction a été complétée en 2024, ainsi que les nouveaux projets d'envergure annoncée en 2024, soit le Carré Laval, qui sera un quartier mixte voué à l'innovation et à la transition écologique et sociale, et l'Infrastructure culturelle, qui inclura une bibliothèque centrale et un centre de création artistique professionnelle. Son inauguration est prévue en 2027.

Le produit intérieur brut

L'économie de Laval a une croissance robuste depuis quelques années. Selon Études économiques de Desjardins, le PIB de Laval devait enregistrer une croissance de 6% en 2023, surpassant celle du Québec pour la même période. Pour 2024, les prévisions indiquaient un ralentissement modéré avec une progression estimée à 4,8% pour Laval, légèrement au-dessus de celle du Québec (4%). Le PIB de Laval est ainsi évalué à plus de 23 milliards de dollars en 2024.

Produit intérieur brut aux prix de base (2024)*

Laval		Ensemble du Québec	
M\$	Variation par rapport à 2023	M\$	Variation par rapport à 2023
23 127 \$ ^p	4,8%	546 363 \$ ^p	4,6 %

* Estimations fournies par Études économiques de Desjardins, le 7 novembre 2024.

^p Prévisions par Desjardins pour Laval et l'ensemble du Québec.

Source: Études économiques de Desjardins, 2024 et compilations mensuelles des estimations du PIB, novembre 2024

Le revenu disponible par habitant

Un des indicateurs utilisés pour mesurer les conditions de vie des habitants d'un territoire est le revenu disponible par habitant. Pour la région lavalloise, la croissance du revenu disponible par habitant est estimée à 4,4% en 2024, passant de 38 357 \$ à 39 928 \$. Cette augmentation est équivalente à celle du Québec (4,4%). À noter que le niveau du revenu disponible par habitant est légèrement supérieur à la moyenne québécoise, qui est de 39 869 \$.

Revenu disponible par habitant (2024)*

Laval		Ensemble du Québec	
M\$	Variation par rapport à 2023	M\$	Variation par rapport à 2023
39 928 \$ ^p	4,4%	39 869 \$ ^p	4,4 %

* Estimation de juin 2023.

^p Prévisions par Desjardins pour Laval et l'ensemble du Québec.

Source: Études régionales, Desjardins, 2023

Les investissements

Selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, les intentions d'investissements non résidentiels (excluant les dépenses de réparations) de la région lavalloise devraient s'élever à 1978 M\$ en 2024, une augmentation estimée à 12% par rapport à 2023. Les intentions d'investissements sur le territoire lavallois atteignent les 2 milliards de dollars, et ce, malgré le recul de 12,1% en 2023 en raison d'une inflation élevée et des hausses de taux d'intérêt.

Les industries productrices de services représentent la part la plus importante (84%) des investissements totaux, tandis que les 16% restants proviennent des industries productrices de biens.

En ce qui concerne les investissements des secteurs privés et publics, leurs contributions sont relativement équilibrées, représentant respectivement 52,2% et 47,8%. En ce qui concerne la répartition en termes d'actifs des investissements, 62,1% sont consacrés à la construction, tandis que 37,9% sont liés au matériel et à l'outillage.

Dépenses en immobilisations non résidentielles - Laval

	2024 ⁱ (M\$)	Variation par rapport à 2023
Secteur de la production de biens	321,8	8,8%
Secteur de la production de services	1 656,3	-1,7%
Propriété privée	1 032	30,5%
Propriété publique	946	-3,1%
Construction	1 228,3	9,3%
Matériel et outillage	749,7	16%
Total	1 978	12%

ⁱIntentions.

Source: Institut de la statistique du Québec

Le marché du travail

En 2023, le marché de l'emploi à Laval a connu une forte progression de 5%, bien au-dessus de la croissance provinciale (2,4%), atteignant ainsi un total de 237 600 emplois. Durant cette période, Laval se classe au deuxième rang pour le taux d'activité (67,3%) et au troisième rang pour le taux d'emploi (63,5%), ex æquo avec Montréal.

En 2024, malgré une hausse du taux de chômage, le niveau d'emploi reste élevé au troisième trimestre, avec 241 100 Lavallois en emploi. Laval se démarque en occupant la première place parmi les régions administratives pour le taux d'activité (67,5%) et la deuxième place pour le taux d'emploi (64,3%) au troisième trimestre de 2024.

Indicateurs du marché du travail

Indicateurs	Laval		RMR de Montréal		Ensemble du Québec	
	T3 2023	T3 2024	T3 2023	T3 2024	T3 2023	T3 2024
Population active (k)	255,2	257,3	2 562,2	2 577	4 722,5	4 792,4
Emplois (k)	241,0	241,1	2 430	2 406	4 512,8	4 522,6
Taux d'activité	68,1%	67,5%	68,2%	66,2%	64,9%	64,2%
Taux d'emploi	64,3%	63,2%	64,7%	61,8%	62%	60,2%
Taux de chômage	5,6%	6,3%	5,2%	6,6%	4,4%	5,6%

Source: Institut de la statistique du Québec, Enquête sur la population active

La structure économique

Le tableau suivant donne la répartition des emplois des Lavallois par grands secteurs d'activité en 2023 et indique la variation par rapport à 2022.

Nombre d'emplois par secteur

	Emplois 2023 (milliers)	Variation par rapport à 2022
Secteur de la production de biens	44,2	14,5 %
Fabrication	22,7	-0,4 %
Construction	14,7	9,7 %
Services publics et autres	1,6	-
Secteur des services	193,4	3,0 %
Services à la production	64,2	-4,6 %
Services à la consommation	69,4	13,4 %
Services gouvernementaux	59,8	1,2 %
Total	237,6	5 %

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active 2023

Les données du tableau illustrent clairement la prédominance du secteur des services, qui regroupe 81% des Lavallois en emploi à Laval. Bien que les variations annuelles puissent être volatiles et nécessiter une analyse prudente, une hausse de 5% du nombre total de Lavallois en emploi est observée entre 2022 et 2023, tous secteurs confondus.

Les permis de construction

Le tableau suivant présente le nombre de permis de construction (constructions nouvelles et améliorations) délivrés ainsi que la valeur de ceux-ci par secteur pour les 3 premiers trimestres de 2022, 2023 et 2024. Comparés à ceux de 2023, les permis délivrés en 2024 ont augmenté en valeur déclarée totale de 44,7% et en nombre de 1,2%.

Nombre de permis de construction délivrés et valeur déclarée par secteur d'activité

Secteur	Cumulatif T3 2024	Comparatif T3 2023	Comparatif T3 2022
Habitation (résidentiel)			
Nombre de permis	848	795	1 593
Valeur déclarée	933 742 538 \$	493 303 671 \$	734 454 317 \$
Commerce (non résidentiel)			
Nombre de permis	144	183	244
Valeur déclarée	97 215 784 \$	91 167 677 \$	104 174 400 \$
Industrie (non résidentiel)			
Nombre de permis	49	37	51
Valeur déclarée	75 089 485 \$	110 192 681 \$	217 080 104 \$
Institution (non résidentiel)			
Nombre de permis	38	51	75
Valeur déclarée	56 014 101 \$	108 395 683 \$	184 501 494 \$
Sous-total (non résidentiel)			
Nombre de permis	231	271	370
Valeur déclarée	228 319 370 \$	309 756 041 \$	505 755 998 \$
Total (résidentiel et non résidentiel)			
Nombre de permis	1 079	1 066	1 963
Valeur déclarée	1 162 061 908 \$	803 059 712 \$	1 240 210 315 \$

Source: Ville de Laval, Service de l'urbanisme, données cumulatives de janvier à septembre

Les mises en chantier résidentielles

Mises en chantier cumulatives au troisième trimestre

Laval	RMR de Montréal	Ensemble du Québec*			
T3 2023	T3 2024	T3 2023	T3 2024	T3 2023	T3 2024
738	1 369	10 877	12 489	23 811	28 789

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

* Les données pour le Québec sont définies par les régions métropolitaines de recensement, les agglomérations de recensement et les autres municipalités sélectionnées comptant au moins 10 000 habitants.

Entre les troisième trimestre de 2023 et de 2024, les unités mises en chantier à Laval ont connu une importante augmentation de 85,5%, alors que la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal et l'ensemble du Québec ont connu des croissances plus modestes de 14,8% et de 20,9% respectivement.

Le marché de la revente

D'après les données de l'Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec, pour la période de 12 mois se terminant au troisième trimestre de 2024, les ventes résidentielles à Laval ont augmenté de 9%. Les nouvelles inscriptions et le volume des ventes ont respectivement progressé de 11% et de 16%, indiquant un début de redressement du marché immobilier soutenu par une baisse de l'inflation, des taux d'intérêt de plus en plus favorables et un contexte économique résilient.

Pour les 12 derniers mois à Laval, le prix médian des maisons unifamiliales, des copropriétés et des plex de 2 à 5 logements a également augmenté, avec des hausses respectives de 7%, de 1% et de 12%. Malgré ces augmentations, au troisième trimestre de 2024, le prix médian pour ces catégories de biens demeure inférieur à celui de Montréal.

Valeurs des propriétés résidentielles

Prix médian	Laval	Montréal
Maisons unifamiliales	584 000 \$	750 000 \$
Copropriétés	399 000 \$	460 000 \$
Plex	815 000 \$	825 000 \$

Source: APCIQ, T3 2024

Le marché locatif

Marché résidentiel

Selon les dernières données rendues disponibles par la SCHL, le taux d'inoccupation des logements privés à Laval a légèrement augmenté au mois d'octobre 2023, la période de référence pour le taux d'inoccupation des logements locatifs, pour s'établir à 2,1%². Le loyer médian pour un logement de 2 chambres continue d'augmenter en 2023 pour atteindre 910 \$ par mois, une croissance de 7% par rapport à l'année précédente.

Marché industriel

L'inventaire lavallois d'immobilier industriel totalise près de 32,8 millions de pieds carrés, soit 10% de l'inventaire total du grand Montréal. L'immobilier industriel a une demande forte qui perdure: selon l'entreprise CBRE, le taux de disponibilité a augmenté de 2,2% à 3,4% entre les troisièmes trimestres de 2023 et de 2024, ce qui peut être expliqué en partie par l'ajout sur le marché de 191 462 pieds carrés. Il est ainsi comparable à la Rive-Nord (2,5%) et au grand Montréal (4,5%), mais bien inférieur à celui de la Rive-Sud (6,3%).

Au troisième trimestre de 2024, le loyer net demandé moyen diminuait à 15,40 \$ par pied carré, atteignant un niveau comparable aux autres sous-marchés de la métropole. Malgré une baisse du loyer brut demandé moyen à 20,04 \$ par pied carré, les prix des loyers des locaux industriels à Laval demeurent élevés.

Marché du bureau

Avec 4,2 millions de pieds carrés, le marché du bureau de Laval représente 5,2% de l'ensemble des espaces de bureau du grand Montréal. Selon l'entreprise CBRE, entre les troisièmes trimestres de 2023 et de 2024, le taux d'inoccupation reste stable pour atteindre 22%. L'offre de bureaux en sous-location à Laval chute de 10,9 points de pourcentage entre les troisièmes trimestres de 2023 et de 2024, pour atteindre 4,4%. Cela s'explique en partie par la fin des travaux de 134 637 pieds carrés qui étaient en chantier. Dans l'ensemble, le grand Montréal affiche un taux d'inoccupation inférieur (19,4%).

² Les données des taux d'inoccupation des logements privés de 2023 sont les dernières données disponibles (Source: SCHL).

Notes complémentaires aux budgets consolidés

Au 4 décembre 2024

Statut

La Ville de Laval (la Ville) est régie principalement par la Loi sur les cités et villes de la province de Québec et par la Charte de la Ville de Laval (1965, chapitre 89 et ses modifications). Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

Principales méthodes comptables

Les budgets consolidés sont dressés conformément aux lois et aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Chiffres comparatifs

Certains chiffres du budget 2024 de la Ville ont été reclasés afin de tenir compte de diverses modifications de présentation et à des fins de comparaison.

Utilisation d'estimations

La préparation des budgets consolidés exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés à titre de revenus et de charges.

Ces hypothèses sont établies à partir de données réelles (conventions signées, contrats en cours, etc.), de projections (taux d'intérêt, indice des prix à la consommation, etc.) et de tendances historiques.

Les principales estimations pour les revenus sont les revenus de taxation, les droits de mutation immobilière, les services rendus, l'imposition de droits, d'amendes et de pénalités, les transferts, les intérêts et les revenus divers.

Pour les dépenses, les principales estimations comprennent l'indexation des dépenses ainsi que les hypothèses actuarielles liées aux avantages sociaux futurs.

Bien qu'elles soient révisées tout au long du processus, ces hypothèses demeurent sujettes à des variations imprévisibles (augmentation du prix des ressources naturelles, des taux d'intérêt, de la croissance urbaine, etc.).

Principales hypothèses d'indexation de la Ville de Laval

Indice des prix à la consommation	1,90%
Revenus	
Hausse des taxes foncières municipales	1,90%
Croissance urbaine – Nouveaux immeubles	0,98%
Taux de rendement annuel moyen sur les placements	4,50%
Dépenses	
Rémunération	2,50%
Transport collectif	8,00%
Énergie	
Essence, huile à chauffage, gaz naturel	2,00%
Électricité	2,00%
Taux d'intérêt de la Banque du Canada	3,75%

La Politique de gestion des réserves financières, des fonds réservés, de l'excédent de fonctionnement non affecté et provision pour dépenses imprévues prévoit l'obligation pour la Ville d'inclure dans son budget de fonctionnement une provision suffisante pour faire face à des imprévus qui pourraient survenir durant l'exercice. Cette provision doit se situer entre 4,5 M\$ et 1,50% des revenus de fonctionnement. Le budget 2025 inclut une provision pour dépenses imprévues de 4,5 M\$.

A) Périmètre comptable

Le budget consolidé et le programme triennal d'immobilisations consolidé présentent les revenus et les charges de la Ville et de ses organismes contrôlés. Ils incluent les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les transactions inter-organismes et les soldes réciproques sont éliminés.

Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'un autre organisme de sorte que les activités de celui-ci procureront des avantages attendus à la Ville ou l'exposeront à un risque de perte.

La capacité d'orienter les politiques permet d'établir les règles de base pour la conduite des activités de l'organisme et la réalisation de sa mission et de son mandat.

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes suivants:

- Société de transport de Laval;
- Cité de la culture et du sport de Laval.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre de revenus et de charges sont budgétés dans l'exercice au cours duquel les faits et les transactions sont supputés avoir lieu.

C) Revenus

Les revenus sont présentés en faisant abstraction des montants de TPS et de TVQ à percevoir et à remettre aux gouvernements.

D) Dépenses

Les dépenses sont présentées en incluant la portion de la TVQ que la Ville ne peut récupérer en fonction des lois en vigueur.

E) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux et le programme d'allocation de retraite des cols bleus auxquels participe la Ville ainsi que les régimes de retraite des employés syndiqués de la Société de transport de Laval sont budgétés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent, notamment, les avantages complémentaires de retraite, comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités ainsi que le coût du maintien des avantages lors de certaines absences prolongées.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. S'ajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à l'aide du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Société de transport de Laval en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins de l'estimation de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode de la valeur ajustée sur une période de quatre ans.

Les gains et les pertes actuariels pour les avantages de retraite des employés sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis pour certains régimes non capitalisés fait l'objet, en contrepartie, d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet d'une taxation différée. Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et la Société de transport de Laval et sont amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Mesures d'allègement fiscal liées aux avantages sociaux futurs:

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007:

Dans le cas des régimes capitalisés, le déficit initial est amorti de façon progressive sur la DMERCA des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, il est amorti de façon non systématique ou non amorti, conformément aux dispositions d'allègement à des fins de taxation.

Restitution de l'indexation automatique des rentes des retraités:

Pour les régimes capitalisés au 1^{er} janvier 2024, la Ville utilisera l'allègement lui permettant d'établir sur 10 ans l'impact financier associé au rétablissement de l'indexation suspendue pour les retraités par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, comme suite à la décision de la Cour suprême du Canada de ne pas entendre les demandes d'appel.

Financement à long terme des activités de fonctionnement:

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

Revenus

4
0

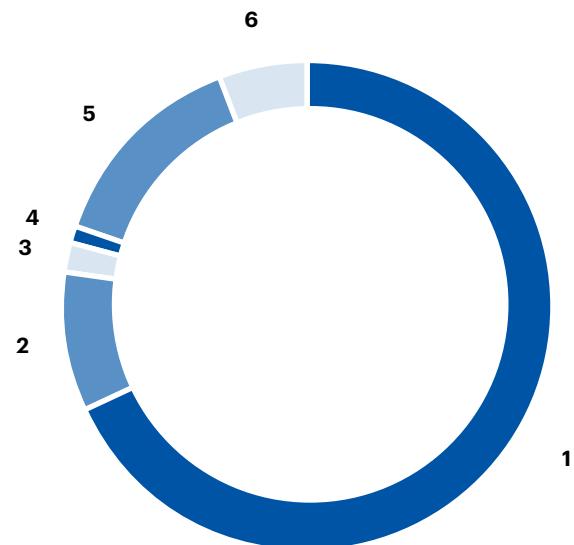


Section 4

Revenus de fonctionnement

Répartition en pourcentage des revenus de fonctionnement non consolidés

	2025 (%)	2024 Reclassé (%)
1 Taxes sur la valeur foncière	67,9	68,1
2 Taxes sur une autre base	8,9	9,3
3 Paiements tenant lieu de taxes	1,9	1,9
4 Services rendus	1,3	1,2
5 Impositions de droits, amendes, pénalités, intérêts et autres revenus	12,8	13,9
6 Transferts	7,2	5,6



État consolidé des revenus de fonctionnement (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Taxes sur la valeur foncière						
Taxes générales selon taux variés						
Catégorie résiduelle	354,3	-	354,3	368,2	-	368,2
Immeubles non résidentiels	274,8	-	274,8	294,2	-	294,2
Immeubles de 6 logements ou plus	56,0	-	56,0	55,0	-	55,0
Terrains vagues desservis	16,7	-	16,7	10,1	-	10,1
Catégorie agricole	0,9	-	0,9	1,0	-	1,0
Taxes spéciales – Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées						
Catégorie résiduelle	8,3	-	8,3	9,2	-	9,2
Immeubles non résidentiels	6,4	-	6,4	5,6	-	5,6
Immeubles de 6 logements ou plus	1,3	-	1,3	1,1	-	1,1
Terrains vagues desservis	0,4	-	0,4	0,3	-	0,3
Taxes spéciales – Financement de la contribution à l'ARTM						
Catégorie résiduelle	56,5	-	56,5	29,4	-	29,4
Immeubles non résidentiels	43,8	-	43,8	18,2	-	18,2
Immeubles de 6 logements ou plus	8,9	-	8,9	3,7	-	3,7
Terrains vagues desservis	2,7	-	2,7	1,0	-	1,0
Catégorie agricole	0,2	-	0,2	-	-	-
Autres taxes						
Terrains vagues non desservis	2,8	-	2,8	3,5	-	3,5
Remembrement agricole	0,4	-	0,4	0,3	-	0,3
	834,4	-	834,4	800,8	-	800,8
Taxes sur une autre base						
Tarification pour services municipaux						
Service de l'eau	80,5	-	80,5	79,8	-	79,8
Écofiscalité						
Fournaises au mazout	0,6	-	0,6	0,8	-	0,8
Surfaces minéralisées au centre-ville	2,0	-	2,0	1,0	-	1,0
Taxes de secteur						
Service de la dette	18,0	-	18,0	19,6	-	19,6
Autres						
Infrastructures	-	-	-	-	-	-
Services centralisés d'appels d'urgence	2,9	-	2,9	3,0	-	3,0
Contrôle biologique des moustiques	0,6	-	0,6	0,6	-	0,6
Ramassage, transport et disposition de la neige	4,9	-	4,9	4,7	-	4,7
Transport en commun régional	-	-	-	-	-	-
	109,5	-	109,5	109,5	-	109,5
Total de taxes	943,9	-	943,9	910,3	-	910,3

État consolidé des revenus de fonctionnement - suite (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Paiements tenant lieu de taxes						
Gouvernement du Québec et ses entreprises						
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement						
Taxes générales						
Immeubles non résidentiels	1,0	-	1,0	1,1	-	1,1
Taxes spéciales et tarifications	0,3	-	0,3	0,3	-	0,3
Immeubles des réseaux			-			
Santé et services sociaux	4,4	-	4,4	4,3	-	4,3
Cégeps et universités	2,6	-	2,6	2,6	-	2,6
Écoles primaires et secondaires	9,4	-	9,4	8,8	-	8,8
	17,7	-	17,7	17,1	-	17,1
Gouvernement du Canada et ses entreprises						
Taxes générales						
Catégorie résiduelle	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1
Immeubles non résidentiels	4,5	-	4,5	4,1	-	4,1
Taxes spéciales et tarifications	1,5	-	1,5	1,0	-	1,0
	6,1	-	6,1	5,2	-	5,2
Total des paiements tenant lieu de taxes	23,8	-	23,8	22,3	-	22,3

État consolidé des revenus de fonctionnement - suite (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Services rendus						
Administration générale						
Évaluation	-	-	-	-	-	-
Application de la loi	-	-	-	-	-	-
Autres						
Loyers – Immeubles	5,0	-	5,0	5,1	-	5,1
Autres	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8
Sécurité publique						
Police	1,7	-	1,7	1,5	-	1,5
Autres	0,1		0,1	0,1		0,1
Transport						
Voirie	0,7	-	0,7	0,7	-	0,7
Enlèvement de la neige	0,3	-	0,3	0,3	-	0,3
Transport en commun	-	187,7	187,7	-	178,3	178,3
Hygiène du milieu						
Réseau d'eau potable	0,2	-	0,2	0,1	-	0,1
Réseau d'égout	0,5	-	0,5	0,4	-	0,4
Matières résiduelles	0,2	-	0,2	0,1	-	0,1
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	0,4	-	0,4	0,4	-	0,4
Promotion et développement économique	0,2	-	0,2	0,2	-	0,2
Loisirs et culture						
Activités récréatives						
Camps de jour	1,5	-	1,5	1,4	-	1,4
Activités aquatiques	2,0		2,0	0,4		0,4
Patinoires intérieures	1,4	7,5	8,9	1,4	6,4	7,8
Autres	0,7	-	0,7	0,6	-	0,6
Activités culturelles						
Bibliothèques	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1
Total des services rendus	15,8	195,2	211,0	13,6	184,7	198,3

État consolidé des revenus de fonctionnement - suite (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Impositions de droits						
Licences et permis	9,2	-	9,2	9,0	-	9,0
Droits de mutation immobilière	85,0	-	85,0	85,0	-	85,0
Autres	0,9	-	0,9	1,0	-	1,0
Total des impositions de droits	95,1	-	95,1	95,0	-	95,0
Amendes et pénalités						
	23,1	-	23,1	22,7	-	22,7
Intérêts						
Réserves financières et fonds réservés	6,0	-	6,0	12,3	-	12,3
Autres	23,8	0,1	23,9	25,1	-	25,1
Total des intérêts	29,8	0,1	29,9	37,4	-	37,4
Autres revenus						
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	1,2	-	1,2	1,2	-	1,2
Redevances réglementaires	0,5		0,5	-		-
Autres	8,3	1,8	10,1	7,2	11,6	18,8
Total des autres revenus	10,0	1,8	11,8	8,4	11,6	20,0

État consolidé des revenus de fonctionnement - suite (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Transferts						
Transferts de droits						
Diversification des revenus/pacte fiscal	32,3	-	32,3	22,0	-	22,0
Compensation – droits sur les divertissements	4,2	-	4,2	4,2	-	4,2
Compensation pour la collecte sélective	22,8	-	22,8	12,4	-	12,4
Entente Fonds régions et ruralité	3,1	-	3,1	3,1	-	3,1
	62,4	-	62,4	41,7	-	41,7
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts						
Sécurité publique – Police Transport	6,9	-	6,9	7,6	-	7,6
Réseau routier – Voirie municipale	0,6	-	0,6	0,7	-	0,7
Transport en commun	-	1,0	1,0	-	2,1	2,1
Hygiène du milieu						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	0,5	-	0,5	0,6	-	0,6
Réseau de distribution de l'eau potable	0,9	-	0,9	0,9	-	0,9
Traitement des eaux usées	0,3	-	0,3	0,3	-	0,3
Réseau d'égout	0,5	-	0,5	0,5	-	0,5
Élimination des déchets	7,2	-	7,2	5,4	-	5,4
Protection de l'environnement	4,0	-	4,0	3,7	-	3,7
Santé et bien-être	0,7	-	0,7	1,2	-	1,2
Aménagement, urbanisme et développement						
Autres	1,0	-	1,0	0,7	-	0,7
Loisirs et culture						
Activités récréatives	0,3	-	0,3	0,3	-	0,3
Activités culturelles – Bibliothèques	1,2	-	1,2	1,2	-	1,2
Activités culturelles – Autres	1,5	-	1,5	1,5	-	1,5
	25,6	1,0	26,6	24,6	2,1	26,7
Total des transferts	88,0	1,0	89,0	66,3	2,1	68,4
Total – Revenus de fonctionnement	1 229,5	198,1	1 427,6	1 176,0	198,4	1 374,4

Dépenses

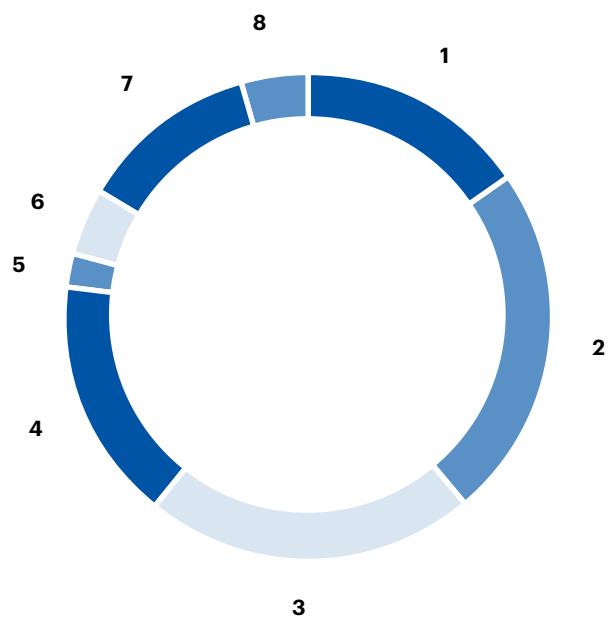


Section 5

Dépenses de fonctionnement par fonction

Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par fonction non consolidées

	2025	2024 Reclassé (%)	(%)
1 Administration générale	15,2	15,5	
2 Sécurité publique	23,3	23,5	
3 Transport	22,4	21,9	
4 Hygiène du milieu	15,9	16,2	
5 Santé et bien-être	2,3	2,3	
6 Aménagement, urbanisme et développement	4,1	4,3	
7 Loisirs et culture	12,4	12,0	
8 Frais de financement	4,6	4,3	



État consolidé des dépenses de fonctionnement par fonction et activité (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024
						Reclassé
Administration générale						
Conseil	7,6	-	7,6	7,2	-	7,2
Application de la loi	24,0	-	24,0	24,0	-	24,0
Gestion financière et administrative	75,9	-	75,9	76,5	-	76,5
Greffé	9,6	-	9,6	6,6	-	6,6
Évaluation	10,5	-	10,5	10,2	-	10,2
Gestion du personnel	26,9	-	26,9	27,0	-	27,0
Autres	5,3	-	5,3	5,4	-	5,4
	159,8	-	159,8	156,9	-	156,9
Sécurité publique						
Police	169,2	-	169,2	164,2	-	164,2
Sécurité incendie	66,1	-	66,1	63,4	-	63,4
Sécurité civile	2,3	-	2,3	2,3	-	2,3
Autres	7,6	-	7,6	7,5	-	7,5
	245,2	-	245,2	237,4	-	237,4
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	50,4	-	50,4	53,9	-	53,9
Enlèvement de la neige	54,1	-	54,1	47,7	-	47,7
Éclairage des rues	5,6	-	5,6	5,4	-	5,4
Circulation et stationnement	13,0	-	13,0	10,9	-	10,9
Transport collectif	112,4	190,5	302,9	103,8	191,5	295,3
	235,5	190,5	426,0	221,7	191,5	413,2
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	19,2	-	19,2	19,5	-	19,5
Réseau de distribution de l'eau potable	20,2	-	20,2	19,0	-	19,0
Traitement des eaux usées	27,1	-	27,1	25,5	-	25,5
Réseau d'égout	18,6	-	18,6	17,5	-	17,5
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	12,2	-	12,2	11,5	-	11,5
Élimination	15,2	-	15,2	14,2	-	14,2
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	11,4	-	11,4	12,1	-	12,1
Tri et conditionnement	0,8	-	0,8	4,5	-	4,5
Matières organiques						
Collecte et transport	8,2	-	8,2	7,3	-	7,3
Traitement	4,3	-	4,3	2,8	-	2,8
Matériaux secs	5,0	-	5,0	4,5	-	4,5
Autres						
Protection de l'environnement	16,6	-	16,6	16,0	-	16,0
Autres	8,6	-	8,6	9,6	-	9,6
	167,4	-	167,4	164,0	-	164,0
						65

État consolidé des dépenses de fonctionnement par fonction et activité - suite (millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024 Reclassé
Santé et bien-être						
Logement social	5,9	-	5,9	5,5	-	5,5
Autres	18,0	-	18,0	18,2	-	18,2
	23,9	-	23,9	23,7	-	23,7
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	26,0	-	26,0	24,8	-	24,8
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	0,9	-	0,9	0,7	-	0,7
Autres biens	1,0	-	1,0	2,1	-	2,1
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	14,9	-	14,9	15,4	-	15,4
Tourisme						-
Enseignement et sciences	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
	42,8	-	42,8	43,0	-	43,0
Loisirs et culture						
Activités récréatives						
Centres communautaires	8,9	-	8,9	8,2	-	8,2
Patinoires intérieures et extérieures	14,9	6,3	21,2	15,1	5,6	20,7
Piscines, plages et ports de plaisance	16,5	-	16,5	12,3	-	12,3
Parcs et terrains de jeux	32,1	-	32,1	31,8	-	31,8
Autres	1,5	-	1,5	1,5	-	1,5
Activités culturelles						
Centres communautaires	5,2	-	5,2	4,9	-	4,9
Bibliothèques	30,2	-	30,2	28,2	-	28,2
Autres	20,8	-	20,8	19,4	-	19,4
	130,1	6,3	136,4	121,4	5,6	127,0
Frais de financement						
Dette à long terme						
Intérêts	41,8	-	41,8	37,1	-	37,1
Autres frais	1,4	-	1,4	1,4	-	1,4
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	4,1	-	4,1	4,1	-	4,1
Autres	0,7	-	0,7	0,4	-	0,4
	48,0	-	48,0	43,0	-	43,0
Amortissement	168,0	27,8	195,8	161,6	26,8	188,4
Total – Dépenses de fonctionnement	1 220,7	224,6	1 445,3	1 172,7	223,9	1 396,6

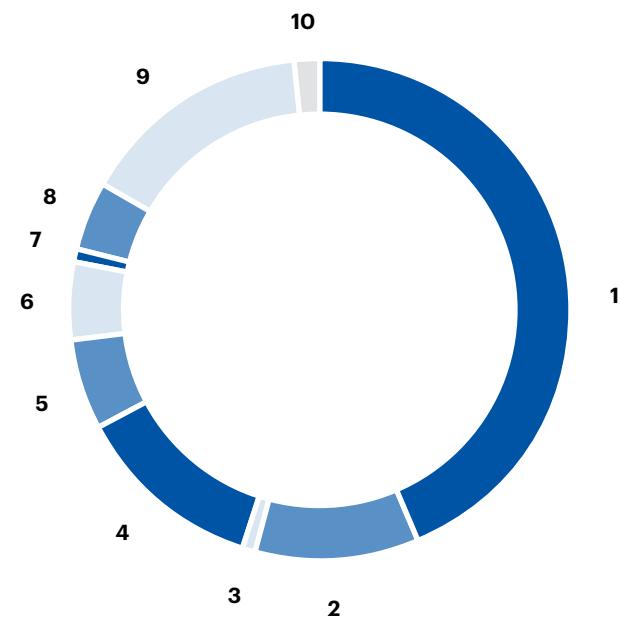
État consolidé des éléments de conciliation à des fins fiscales
(millions de \$)

	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2025	Ville de Laval	Organismes contrôlés	Budget 2024
				Reclassé		
Immobilisations						
Amortissement	(168,0)	(27,8)	(195,8)	(161,6)	(26,8)	(188,4)
	(168,0)	(27,8)	(195,8)	(161,6)	(26,8)	(188,4)
Financement						
Remboursement de capital	119,3	4,0	123,3	99,9	3,9	103,8
	119,3	4,0	123,3	99,9	3,9	103,8
Affectations						
Activités d'investissement	43,3	0,7	44,0	35,3	0,7	36,0
Surplus accumulé	(17,2)	-	(17,2)	(9,0)	-	(9,0)
Fonds réservés						
Autres	(1,2)	-	(1,2)	1,3	-	1,3
Total – Fonds réservés	(1,2)		(1,2)	1,3		1,3
Réserves financières						
Réfection des infrastructures	6,5	-	6,5	7,4	-	7,4
Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées	23,8	-	23,8	27,3	-	27,3
Autres	(1,5)	(1,3)	(2,8)	1,7	(2,2)	(0,5)
Total – Réserves financières	28,8	(1,3)	27,5	36,4	(2,2)	34,2
Dépenses constatées à financer ou à pourvoir dans le futur	3,9	(2,1)	1,8	1,0	(1,1)	(0,1)
Service de dette	(0,1)	-	(0,1)	-	-	-
	57,5	(2,7)	54,8	65,0	(2,6)	62,4
Total du budget	1 229,5	198,1	1 427,6	1 176,0	198,4	1 374,4

Dépenses de fonctionnement par objet non consolidées

Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par objet non consolidées

	2025 (%)	2024 (%)
1 Rémunération	43,8	44,3
2 Charges sociales	10,4	10,4
3 Transport et communication	1,0	1,2
4 Services professionnels, techniques et autres	12,1	12,5
5 Location, entretien et réparation	5,8	5,6
6 Biens non durables	5,2	5,2
7 Biens durables	0,7	0,9
8 Frais de financement	4,6	4,3
9 Contributions à des organismes	14,9	14,8
10 Autres objets	1,5	0,8



État non consolidé des dépenses de fonctionnement par objet
(millions de \$)

	Budget 2025	Budget 2024 Reclassé
Rémunération	461,0	447,7
Charges sociales	109,9	105,4
Transport et communication	10,9	11,9
Services professionnels, techniques et autres		
Honoraires professionnels	36,8	37,6
Services techniques	80,7	79,7
Autres	9,7	9,4
	127,2	126,7
Location, entretien et réparation		
Location	18,0	18,0
Entretien et réparation	42,9	38,8
	60,9	56,8
Biens non durables		
Fourniture de services publics	17,1	16,3
Autres biens non durables	37,8	36,1
	54,9	52,4
Biens durables		
Travaux de construction	0,2	3,0
Achats de biens	6,7	6,6
	6,9	9,6
Frais de financement		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge:		
De la Ville et des organismes péri municipaux	39,1	34,0
Des gouvernements du Québec et du Canada	4,2	4,5
Autres frais de financement	4,7	4,5
	48,0	43,0

État non consolidé des dépenses de fonctionnement par objet - suite
 (millions de \$)

	Budget 2025	Budget 2024 Reclassé
Contributions à des organismes		
Organismes municipaux	123,1	113,7
Autres organismes	33,7	35,7
	156,8	149,4
Autres objets		
Créances douteuses ou irrécouvrables	0,5	0,5
Autres	15,7	7,7
	16,2	8,2
Total non consolidé des dépenses	1 052,7	1 011,1

Dépenses de fonctionnement par unité administrative non consolidées

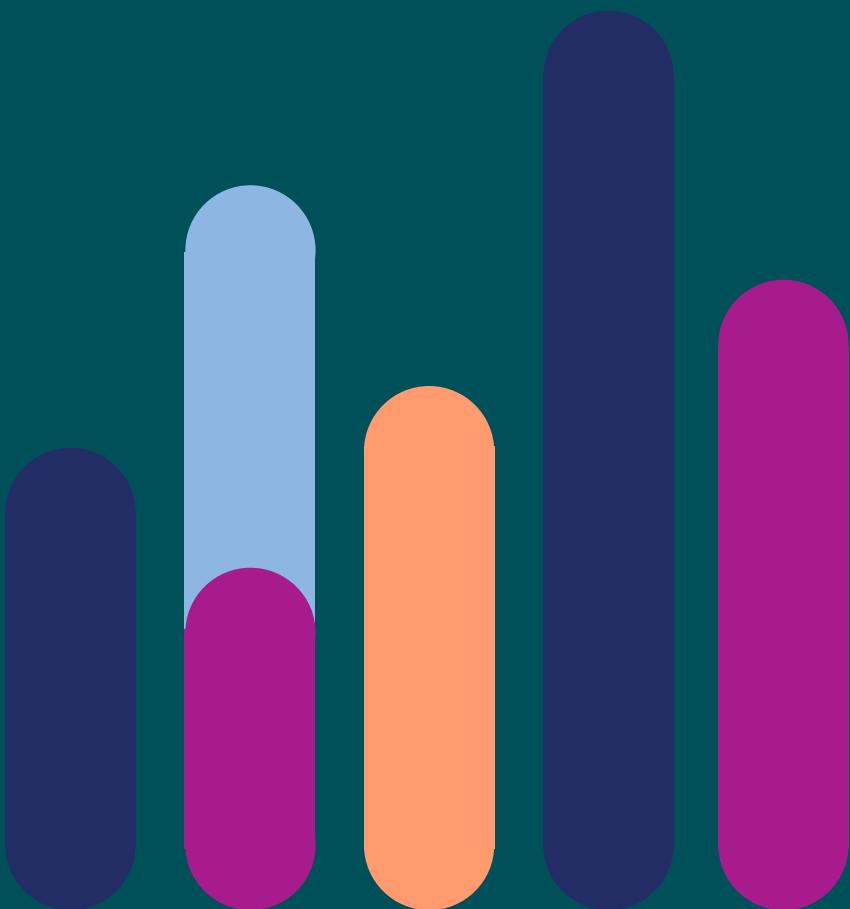
État non consolidé des dépenses de fonctionnement par unité administrative (millions de \$)

	Budget 2025	Budget 2024 Reclassé
Directions		
Cabinet du maire et cabinet du conseiller désigné	2,9	2,8
Direction générale	9,5	9,2
	12,4	12,0
Services		
Affaires juridiques	18,5	19,0
Approvisionnement	10,4	10,3
Communications et marketing	16,3	16,7
Culture, loisirs, sport et développement social	91,4	84,1
Développement économique	14,1	14,6
Environnement et écocitoyenneté	70,9	70,8
Évaluation foncière	9,3	9,0
Expérience citoyenne	6,5	6,5
Finances	38,5	29,3
Gestion de l'eau	53,8	49,1
Greffé	6,7	4,5
Immeubles, parcs et espaces publics	47,6	46,1
Ingénierie	20,4	22,8
Innovation et technologies	57,3	56,7
Planification et réalisation des projets	3,4	4,8
Police	156,0	152,1
Ressources humaines	23,6	24,0
Sécurité incendie	62,9	60,7
Travaux publics	127,5	126,1
Urbanisme	21,5	22,1
	856,6	829,3
Bureaux		
Innovation et transition écologique	0,7	0,7
Juges	2,3	2,2
Mobilité	1,0	1,3
Ombudsman	0,6	0,6
Performance organisationnelle	3,7	4,0
Transactions et investissements immobiliers	2,8	2,8
Vérificateur général	1,5	1,5
	12,6	13,1

État non consolidé des dépenses de fonctionnement par unité administrative - suite (millions de \$)

	Budget 2025	Budget 2024 Reclassé
Participation – Organismes municipaux et gouvernementaux		
Communauté métropolitaine de Montréal	10,7	9,9
Transport en commun	112,4	103,8
	123,1	113,7
Frais de financement	48,0	43,0
Total des dépenses de fonctionnement non consolidées	1 052,7	1 011,1

Programme triennal d'immobilisations 2025-2027 non consolidé



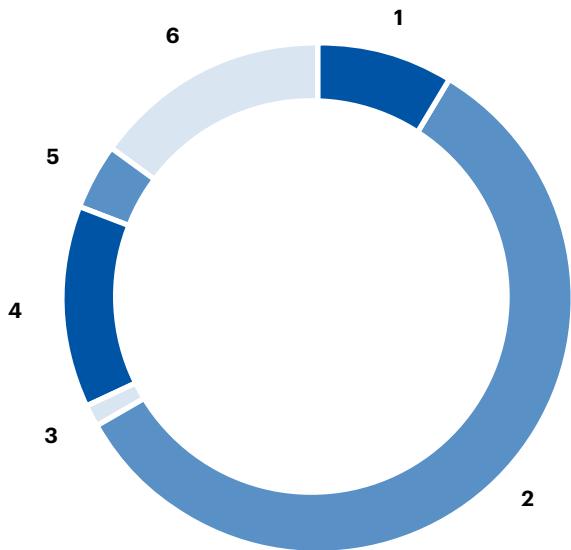
Programme triennal d'immobilisations non consolidé

État non consolidé des investissements par catégorie d'actifs (millions de \$)

	2025	2026	2027	Total	%
Nouveaux					
Égout et aqueduc	7,3	14,9	11,6	33,7	2,0
Traitement de l'eau – Usines et postes	-	-	-	-	0,0
Réseau routier, cyclable et piétonnier	38,8	25,3	16,4	80,5	4,8
Développement immobilier – Infrastructures	51,2	19,1	11,7	82,0	4,9
Parcs et espaces communautaires	40,5	29,8	34,0	104,3	6,2
Bâtiments	131,3	142,5	28,1	301,8	18,1
Développement durable	1,9	0,5	-	2,5	0,2
	271,0	232,1	101,9	604,9	36,2
Réfections					
Égout et aqueduc	72,4	91,6	125,6	289,5	14,4
Traitement de l'eau – Usines et postes	23,9	49,5	76,4	149,8	9,0
Réseau routier, cyclable et piétonnier	49,5	43,3	50,0	142,8	8,6
Parcs et espaces communautaires	15,7	11,7	11,0	38,4	2,3
Bâtiments	48,4	79,1	49,1	176,7	10,7
Autres	1,9	0,9	0,8	3,6	0,2
	211,7	276,1	312,8	800,7	45,2
Autres (complémentaires aux nouveaux investissements et aux réfections)					
Véhicules et équipements connexes	49,0	32,1	34,2	115,3	6,9
Informatique, mobilier et équipements	53,8	63,3	54,8	171,8	10,3
Honoraires professionnels	8,9	7,9	5,9	22,8	1,4
	111,8	103,3	94,8	309,9	18,6
Total	594,5	611,4	509,6	1 715,4	100,0

Répartition des activités d'investissement

	2025 (M\$)	2025 (%)
1 Développement immobilier – Infrastructures	51,2	8,7
2 Équipements communautaires, opérationnels et administratifs	342,4	58,1
3 Honoraires professionnels	8,9	1,5
4 Réseau d'égout et d'aqueduc	79,7	12,7
5 Traitement de l'eau – Usines et postes	23,9	4,0
6 Réseau routier, cyclable et piétonnier	88,3	15,0
Total	594,5	100,0



Profil des investissements

En tout, 35,3% des investissements planifiés pour 2025-2027 seront affectés au développement des infrastructures, notamment à l'acquisition de nouveaux équipements et à la construction de nouvelles infrastructures. Les 64,7% restants seront destinés à la protection et à la réfection des éléments de l'actif existant ainsi qu'au soutien opérationnel.

Ces investissements seront répartis selon différentes catégories. Ainsi, les infrastructures routières et souterraines (628,6 M\$), incluant 4,9% pour le développement de nouveaux secteurs (82 M\$), totaliseront 36,6% des investissements. La catégorie incluant la réfection des bâtiments existants (176,7 M\$) et les nouvelles constructions (301,8 M\$) réunira pour sa part 27,9% des investissements prévus. Quant aux parcs et aux espaces communautaires (142,7 M\$), ils représenteront 8,3% des investissements.

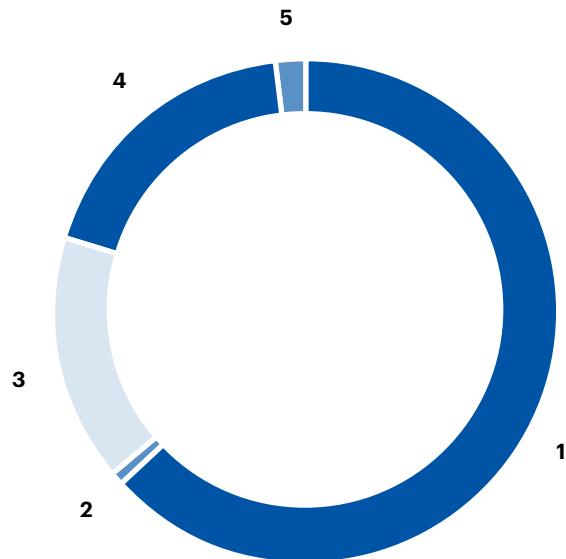
Enfin, 8,7% des investissements iront au traitement de l'eau (usines et postes) pour un total de 149,8 M\$.

**État non consolidé des activités d'investissement
et modes de financement** (millions de \$)

	2025	2026	2027	Total
Acquisitions d'immobilisations				
Administration générale	71,5	81,6	51,1	204,2
Sécurité publique	45,5	40,1	32,4	118,0
Transport	158,3	133,4	130,6	422,3
Hygiène du milieu	131,1	160,0	192,7	483,9
Aménagement, urbanisme et développement	2,1	2,0	1,9	5,9
Loisirs et culture	185,9	194,3	100,9	481,1
	594,5	611,4	509,6	1 715,4
Sources de financement externes				
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	9,8	8,3	0,9	19,1
Contributions des promoteurs	4,5	4,3	3,6	12,4
Transferts gouvernementaux	94,5	179,8	127,7	402,0
	108,9	192,4	132,2	433,5
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	485,6	419,1	377,3	1 282,0
Paiements comptants				
Affectations des activités de fonctionnement	33,0	33,0	33,0	99,0
Réserve – Paiement comptant des immobilisations	14,1	0,5	0,1	14,8
Réserve – Service de l'eau	47,0	39,4	46,1	132,5
Fonds de parcs	0,3	5,0	0,8	6,1
Fonds pour le remembrement agricole	0,9	0,9	0,9	2,7
Autres	14,4	-	-	14,4
	109,8	78,8	80,9	269,4
Emprunt à l'ensemble des contribuables	375,8	340,3	296,5	1 012,5

Répartition du financement des activités d'investissement

	2025 (M\$)	2025 (%)
1 Financement à la charge de l'ensemble des contribuables	375,8	63,2
2 Contributions des promoteurs	4,5	0,8
3 Transferts et financement à la charge du gouvernement du Québec	94,5	15,9
4 Paiements comptants	109,8	18,4
5 Financement à la charge d'une partie des contribuables	9,8	1,7
Total	594,5	100,0



État des transferts gouvernementaux (millions de \$)

	2025	2026	2027	Total
Transferts				
Administration générale	10,9	17,7	0,6	29,2
Transport				
Réseau routier – Voirie municipale	18,1	25,5	25,1	68,7
Autres	2,4	1,6	-	4,0
Hygiène du milieu				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2,8	8,6	8,0	19,4
Réseau de distribution de l'eau potable	19,5	23,4	25,5	68,4
Traitement des eaux usées	5,9	21,5	44,6	72,0
Réseau d'égout	18,4	19,6	21,2	59,2
Matières résiduelles – Tri et conditionnement				
Loisirs et culture				
Activités récréatives	13,3	15,0	2,2	30,5
Activités culturelles – Bibliothèques	2,3	46,4	0,5	49,2
Activités culturelles – Autres	-	-	-	-
Sécurité publique				
Police	-	-	-	-
Sécurité incendie	0,7	0,7	-	1,4
Total des transferts gouvernementaux	94,5	179,8	127,7	402,0

Gestion de la dette non consolidée

Pour financer les dépenses brutes en immobilisations, qui atteignent 1 715 G\$ pour les 3 prochaines années, soit 594,5 M\$ en 2025, 611,4 M\$ en 2026 et 509,6 M\$ en 2027, différentes sources de financement sont prévues.

Les investissements dans les nouveaux secteurs seront ainsi soutenus par les contributions des promoteurs (4,5 M\$ en 2025, 4,3 M\$ en 2026 et 3,6 M\$ en 2027) et les taxes de secteur (9,8 M\$ en 2025, 8,3 M\$ en 2026 et 0,9 M\$ en 2027). Pour cette dernière source de financement, la Ville devra avoir recours à des emprunts. Le coût de ceux-ci est aux frais d'une partie des contribuables.

Certains investissements seront pour leur part financés par des subventions en provenance des gouvernements. Une portion de ces subventions sera payée au comptant durant l'année par les 2 paliers de gouvernements (80,1 M\$ en 2025, 155,6 M\$ en 2026 et 95,4 M\$ en 2027), alors que, pour l'autre portion, les gouvernements verseront les subventions sur une période variant entre 10 et 20 ans. Dans cette dernière situation, la Ville devra avoir recours à des emprunts à long terme (14,4 M\$ en 2025, 24,2 M\$ en 2026 et 32,3 M\$ en 2027). Le coût de ces emprunts sera aux frais de tiers (gouvernements).

Quant aux réserves financières, aux fonds réservés et aux affectations, ils permettront de financer au comptant 269,4 M\$ du total des investissements prévus (109,8 M\$ en 2025, 78,8 M\$ en 2026 et 80,9 M\$ en 2027).

Pour compléter le financement, la Ville devra recourir à des emprunts aux frais de l'ensemble des contribuables pour un total de 1 012 G\$ (375,8 M\$ en 2025, 340,3 M\$ en 2026 et 296,5 M\$ en 2027). Ainsi, à la fin de 2027, le solde de la dette supportée par l'ensemble des contribuables sera de 1 381,2 M\$.

État du coût de la dette 2025-2027 (millions de \$)

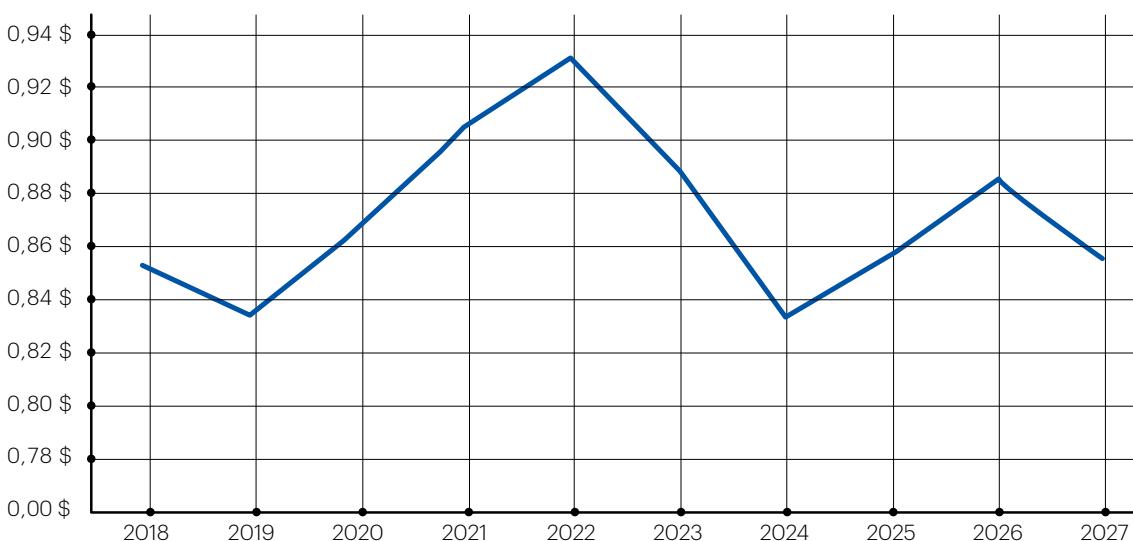
	2025	2026	2027
Coût brut de la dette			
Intérêts et autres frais	41,8	50,9	61,1
Remboursement de capital	125,5	149,1	174,6
	167,3	200,0	235,7
Affectation au remboursement de la dette	(0,1)	-	-
Total – Coût brut de la dette	167,2	200,0	235,7
Moins:			
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	18,0	17,3	15,3
Remboursements par transferts			
Capital	6,2	7,0	8,1
Intérêts	4,2	3,8	3,5
Escompte à l'émission	(1,4)	(1,4)	(1,4)
	27,0	26,7	25,5
Total du coût net de la dette à la charge des contribuables	140,2	173,3	210,2

État non consolidé de l'endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens (millions de \$)

	2023 (Réel)	2024 (Projeté)	2025 (Projeté)	2026 (Projeté)	2027 (Projeté)
Obligations, billets et autres dettes	935,6	1 061,0	1 237,9	1 448,2	1 602,9
Montant accumulé dans divers fonds	(7,6)	(7,6)	(7,6)	(7,6)	(7,6)
Surplus réservé – Remboursement de la dette	(0,9)	(0,1)	-	-	-
Montant non utilisé d'emprunts à long terme	(11,3)	-	-	-	-
Montant à recouvrer du gouvernement du Québec	(139,3)	(139,8)	(148,0)	(209,2)	(233,5)
	(159,1)	(147,5)	(155,6)	(216,8)	(241,1)
Dépenses nettes à financer à long terme	170,7	127,9	115,5	154,1	147,1
	11,6	(19,6)	(40,1)	(62,7)	(94,0)
Moins:					
Montant recouvrable par les taxes de secteur	156,3	151,2	146,1	139,2	124,7
Récupération potentielle du déficit actuariel en vertu de la loi ¹	3,6	3,2	3,3	3,3	3,0
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	787,3	887,0	1 048,4	1 243,0	1 381,2
Dette par habitant (en \$)	1 731,0	1 952,0	2 307,0	2 735,0	3 039,0

1 Ce montant sera récupéré à même les surplus futurs du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval.

Évolution de la dette nette par la richesse foncière uniformisée (/100 \$ RFU)



Programmes et projets par service et bureau

Direction générale (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Projet							
20-00001	Carré Laval – Étude Quartier à énergie positive	550	352	-	902	-	902
Investissements totaux		550	352	-	902	-	902

Bureau des transactions et des investissements immobiliers (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
14-10005	Acquisition de terrains à des fins de revente	2 900	2 701	1 975	7 576	-	7 576
14-10006	Acquisition de terrains à des fins de remembrement agricole (PDZA)	800	786	793	2 379	-	2 379
14-10008	Acquisition de terrains – Divers	22 952	10 542	11 009	44 503	-	44 503
		26 652	14 029	13 777	54 458	-	54 458
Projets							
56-00016-14	Réservoir d'eau potable – Chomedey	10 000	-	-	10 000	-	10 000
70-00122-14	Terrain – StaRRE Fabreville	1 500	-	-	1 500	-	1 500
70-00123-14	StaRRE Auteuil	915	-	-	915	-	915
		12 415	-	-	12 415	-	12 415
Investissements totaux		39 067	14 029	13 777	66 873	-	66 873

Service de l'innovation et des technologies (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
26-10102	Téléphonie, vidéoconférence et centres d'appels	789	789	789	2 367	-	2 367
26-10103	Réseaux de télécommunication	3 563	2 241	2 171	7 975	-	7 975
26-10104	Bureautique et informatique personnelles	5 118	5 109	5 848	16 075	-	16 075
26-10109	Développement et acquisition de logiciels divers	14 915	16 878	13 994	45 787	-	45 787
40-10203	Évolution des besoins applicatifs policiers	79	-	-	79	-	79
		24 464	25 017	22 802	72 283	-	72 283
Projets							
18-00001	Gestion intégrée des relations avec les citoyens (valorisation du CRM) – Permis et portail des élus	585	169	114	868	-	868
18-00002	Requêtes internes	1 202	1 120	1 155	3 477	-	3 477
18-00006	Assistant numérique	1 457	1 668	1 041	4 166	-	4 166
24-00014	Application STELA – Modifications	530	-	-	530	-	530
24-00015	Solution numérique inspection virtuelle et enquêtes – Évaluation	166	-	-	166	-	166
25-00001	Gestion des demandes d'accès aux documents	348	-	-	348	-	348
26-00021	Relève opérationnelle TI des solutions d'affaires critiques	1 698	1 900	916	4 514	-	4 514
26-00024	Positionnement de la solution ERP d'Oracle EBS Suite	1 371	3 252	4 221	8 844	9 977	18 821
26-00026	Paiements numériques	948	692	-	1 640	-	1 640
26-00027	Gestion des plaintes citoyennes – Ombudsman	368	-	-	368	-	368
26-00033	Solution de gestion de la flotte de véhicules – Télémétrie, consignation électronique et ronde de sécurité	1 042	233	-	1 275	-	1 275
27-00003	Transformation numérique RH	1 634	-	-	1 634	-	1 634
36-00002-26	Gestion des stocks – Volet TI	300	-	-	300	-	300
42-00001	Évolution/remplacement du système FIREHOUSE et CleverAnt, incluant l'acquisition de solutions mobiles pour les inspecteurs	1 457	-	-	1 457	-	1 457

Service de l'innovation et des technologies - suite (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Projets - suite							
56-00010	Modernisation des outils technologiques pour l'exploitation et la planification des réseaux d'égout et de distribution d'eau potable et la voirie	336	250	-	586	-	586
60-00005	Mise en place d'un portail transactionnel permettant, entre autres, de remplacer l'application GOC	733	-	-	733	-	733
69-00001	Outil de gestion de projets et de programmes – Isios	219	-	-	219	-	219
70-00007-26	Complexe aquatique – Volet TI	584	11	-	595	-	595
70-00037-26	Infrastructure culturelle du centre-ville (bibliothèque centrale et centre de création artistique professionnelle) – Volet TI	1 169	1 769	1 875	4 813	10	4 823
70-00038-26	Cour municipale – Volet TI	102	1 087	2 114	3 303	-	3 303
70-00040-26	Pavillon de la berge des Baigneurs – Volet TI	-	89	-	89	-	89
70-00053-26	Pavillon du bois de l'Équerre – Volet TI	-	61	-	61	-	61
70-00060-26	Mise aux normes de l'hôtel de Ville – Volet TI	52	1 577	2 816	4 445	750	5 195
70-00067-26	Construction de la caserne de pompiers 1 – Volet TI	75	575	-	650	-	650
70-00073-26	Rénovation majeure du Centre Alain-Grandbois dans le cadre de la relocalisation de la Bibliothèque Multiculturelle – Volet TI	-	50	209	259	-	259
		16 376	14 503	14 461	45 340	10 737	56 077
Investissements totaux		40 840	39 520	37 263	117 623	10 737	128 360

Service de police (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
40-10201	Véhicules – Police	4 644	2 814	3 200	10 658	-	10 658
40-10202	Équipements – Police	1 350	1 250	1 300	3 900	-	3 900
		5 994	4 064	4 500	14 558	-	14 558
Projet							
40-00101	Acquisition de nouveaux véhicules – Police	2 632	-	-	2 632	-	2 632
		2 632	-	-	2 632	-	2 632
Investissements totaux		8 626	4 064	4 500	17 190	-	17 190

Service du développement économique (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programme							
41-10007	Remise en culture de terres agricoles en friche	100	100	100	300	-	300
		100	100	100	300	-	300
Projets							
20-00001-41	Carré Laval – Études économiques et analyse financière	130	-	-	130	-	130
41-00003	Mise en place du parc en innovation agricole (PIA)	3 300	646	650	4 596	-	4 596
		3 430	646	650	4 726	-	4 726
Investissements totaux		3 530	746	750	5 026	-	5 026

Service de sécurité incendie (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
42-10301	Véhicules – Sécurité incendie	19 425	7 730	9 990	37 145	-	37 145
42-10302	Équipements – Sécurité incendie	1 023	896	860	2 779	-	2 779
		20 448	8 626	10 850	39 924	-	39 924
Projet							
70-00067-42	Nouvelle caserne 1	200	340	75	615	-	615
		200	340	75	615	-	615
Investissements totaux		20 648	8 966	10 925	40 539	-	40 539

Service de l'ingénierie (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
50-10401	Reconstruction et/ou réhabilitation de conduites d'égout et d'aqueduc	39 639	45 449	46 328	131 416	-	131 416
50-10405	Contrôle des surverses	15 418	18 323	17 472	51 213	-	51 213
50-10406	Réfection des structures (ponts, viaducs et ponceaux)	8 378	7 446	7 210	23 034	-	23 034
50-10407	Reconstruction et/ou réhabilitation de chaussées	21 599	20 730	30 730	73 059	-	73 059
50-10408	Mobilité active et durable	23 683	12 709	1 750	38 142	-	38 142
50-10409	Feux de circulation et équipements de gestion du trafic	2 015	2 000	4 000	8 015	-	8 015
50-10410	Mesures d'apaisement de la circulation	1 073	1 084	1 442	3 599	-	3 599
50-10411	Honoraires préliminaires – Ingénierie	3 500	3 500	3 500	10 500	-	10 500
50-10415	Sécurisation d'alimentation en eau potable	6 780	9 597	17 000	33 377	-	33 377
50-10416	Mesures de résilience face aux changements climatiques	5 665	16 165	42 708	64 538	-	64 538
		127 750	137 003	172 140	436 893	-	436 893

Service de l'ingénierie - suite (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Projets							
50-00008	Travaux de réaménagement, de stabilisation de la rive et de revitalisation du boulevard des Mille-Îles compris entre la pointe est de l'île de Laval et l'autoroute 25	500	500	4 400	5 400	-	5 400
50-00009	Achat et implantation d'un système central pour la gestion dynamique des feux de circulation sur le territoire	301	-	-	301	-	301
50-00016	Conversion d'éclairage de la voie publique au DEL, incluant un système de contrôle intelligent	81	81	81	243	-	243
50-00026	Réaménagement des rues d'Orly et Labelle (PUS Cartier)	833	-	1 000	1 833	-	1 833
50-00029	Réaménagement du boulevard des Laurentides entre le boulevard Cartier et le pont Viau, aménagement de la promenade Plantée et prolongement de la rue Labelle (PUS Cartier)	1 300	-	-	1 300	-	1 300
50-00038	Réaménagement de l'avenue Léo-Lacombe (tronçon nord) – PUS Concorde	3 000	2 500	-	5 500	-	5 500
50-00054	Prolongement de la rue Narcisse-Brisebois	3 000	-	-	3 000	-	3 000
50-00055	Stationnement dynamique	12 070	8 274	-	20 344	-	20 344
50-00056	Travaux d'ajout d'une bretelle d'entrée de l'autoroute 15 Nord par le boulevard de la Concorde – Bretelle de la Concorde	2 547	-	-	2 547	-	2 547
		23 632	11 355	5 481	40 468	-	40 468
50-10412	Infrastructures publiques	30 417	24 470	19 280	74 167	-	74 167
50-10413	Maîtrise d'œuvre privée	2 000	2 000	2 000	6 000	-	6 000
Investissements totaux		183 799	174 828	198 901	557 528	-	557 528

Service des travaux publics (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
53-10401	Reconstruction et/ou réhabilitation de conduites dégout et d'aqueduc	500	400	450	1 350	-	1 350
53-10407	Reconstruction et/ou réhabilitation de chaussées	4 500	4 095	4 298	12 893	-	12 893
53-10512	Plantation – Réduction des îlots de chaleur	7 010	7 835	7 423	22 268	-	22 268
53-10513	Aménagement et maintien des espaces publics	500	510	505	1 515	-	1 515
53-10515	Remplacement de véhicules – Travaux publics et autres services	16 374	16 501	16 518	49 393	-	49 393
		28 884	29 341	29 194	87 419	-	87 419
Projets							
53-00015	Réaménagement des dépôts à neige (routes d'accès, bâtiments, barrières et autres travaux)	85	85	36	206	-	206
53-00042	Signalisation – Identification des bornes incendies	250	250	36	536	-	536
53-00043	Signalisation – Panneaux directionnels du réseau cyclable	50	50	50	150	-	150
53-00101	Acquisition de nouveaux véhicules	541	545	2 660	3 746	-	3 746
		926	930	2 782	4 638	-	4 638
Investissements totaux		29 810	30 271	31 976	92 057	-	92 057

Service des immeubles, parcs et espaces publics (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
54-10504	Mise aux normes et à la conformité de la CNESST	700	775	650	2 125	-	2 125
54-10517	Honoraires préliminaires – Immeubles, parcs et espaces publics	4 500	3 500	1 500	9 500	-	9 500
54-10530	Aménagement et maintien d'actifs – Immeubles	14 545	11 610	15 710	41 865	-	41 865
54-10531	Aménagement et maintien d'actifs – Parcs et espaces publics	16 755	17 480	14 790	49 025	-	49 025
54-10532	Développement durable et adaptation aux changements climatiques – Immeubles et espaces publics	15 700	35 056	24 500	75 256	-	75 256
		52 200	68 421	57 150	177 771	-	177 771
Projets							
20-00001-54	Mise en valeur du bois de la Source pour compensation environnementale	1 415	1 977	300	3 692	-	3 692
53-00010	Mise en valeur du bois de la Source pour compensation environnementale	600	800	90	1 490	-	1 490
53-00030	Revitalisation du secteur de la station de métro Cartier – Réaménagement de l'entrée de ville Pont-Viau	10 655	5 050	3 550	19 255	500	19 755
54-00013	Construction d'un chalet à la berge aux Quatre-Vents	315	-	-	315	-	315
54-00029	Construction d'un nouveau chalet et réfection majeure de la piscine au parc Couvrette, incluant jeux d'eau	6 225	5 550	2 242	14 017	-	14 017
54-00036	Construction d'un chalet au parc Laval-Ouest, incluant jeux d'eau	300	5 000	800	6 100	-	6 100
54-00048	Cadenassage	25	25	25	75	-	75
54-00051	Construction d'un chalet au parc Le Boutillier, incluant jeux d'eau et autres aménagements dans le parc	2 240	2 617	2 706	7 563	50	7 613
54-00052	Construction d'un chalet et d'une piscine au parc Pie-X et de divers aménagements extérieurs (terrain de soccer, patinoire réfrigérée et autres)	8 000	9 500	3 050	20 550	-	20 550

Service des immeubles, parcs et espaces publics - suite (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Projets - suite							
54-00054	Construction d'un chalet au parc de la Capitaine-Molly-Kool, incluant jeux d'eau	630	2 000	8 300	10 930	5 000	15 930
54-00061	Travaux de construction visant la mutualisation des espaces du Cosmodôme et du Musée de la santé Armand-Frappier	350	-	-	350	-	350
54-00065	Travaux d'aménagement et d'ingénierie, incluant la construction d'un bâtiment pour le réemploi	345	-	-	345	-	345
54-00069	Réaménagement et mise aux normes du 2785, avenue Francis-Hughes – Phase 2	81	-	-	81	-	81
54-00072	Acquisition de bâtiments mobiles et de toilettes publiques dans les parcs	250	-	-	250	-	250
54-00079	Divers aménagements fonctionnels au secteur 1	2 000	1 250	-	3 250	-	3 250
54-00083	Ajout de jeux d'eau et d'installations sanitaires au parc de Naples	400	-	-	400	-	400
54-00086	Réaménagement des espaces au 1200, boulevard Chomedey	300	-	-	300	-	300
54-00087	Réaménagement des espaces au 1333, boulevard Chomedey	3 096	360	-	3 456	-	3 456
54-00088	Rénovation majeure de plateaux sportifs au parc Sainte-Béatrice	100	15	15	130	100	230
54-00089	Aménagement de la berge de l'ancienne marina du Commodore	905	4 475	10 375	15 755	5 975	21 730
54-00090	Aménagement de planchodromes – Phase 1	30	50	-	80	-	80
54-00093	Travaux d'aménagement de la berge des Goélands (entrée de ville boulevard Arthur-Sauvé)	4 100	100	75	4 275	-	4 275
54-00096	Restauration de la Résidence de création Marcel-Saint-Pierre	2 300	490	-	2 790	-	2 790
54-00097	Modernisation des ateliers de soudure des garages municipaux	666	5 250	4 255	10 171	-	10 171

Service des immeubles, parcs et espaces publics - suite (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Projets - suite							
54-00098	Rénovation et aménagement au parc-école Jacques-Bourdon	110	4 150	4 155	8 415	-	8 415
54-00099	Aménagement de planchodromes – Phase 2	-	-	2 000	2 000	7 000	9 000
70-00037-54	Infrastructure culturelle du centre-ville – Volet mobilier	70	70	753	893	-	893
70-00038-54	Cour municipale – Volet mobilier	70	70	1 015	1 155	-	1 155
70-00040-54	Pavillon de la berge des Baigneurs – Volet mobilier	-	67	-	67	-	67
70-00053-54	Pavillon du bois de l'Équerre – Volet mobilier	-	165	-	165	-	165
70-00060-54	Mise aux normes de l'hôtel de ville – Volet mobilier, équipement et location	1 069	1 156	2 424	4 649	-	4 649
70-00067-54	Construction de la caserne de pompiers 1 – Volet mobilier	-	146	-	146	-	146
70-00073-54	Rénovation majeure du Centre Alain-Grandbois dans le cadre de la relocalisation de la Bibliothèque Multiculturelle – Volet mobilier	-	-	237	237	-	237
		46 467	54 758	46 592	147 817	13 946	161 763
Investissements totaux		98 667	123 179	103 742	325 588	13 946	339 534

Service de l'environnement et de l'écocitoyenneté (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programme							
55-10801	Plantation – Adaptation aux changements climatiques	300	100	-	400	-	400
		300	100	-	400	-	400
Projets							
55-00005	Implantation des bacs noirs dans le cadre de l'optimisation des collectes	1 361	442	-	1 803	-	1 803
55-00010	Implantation de la collecte à 3 voies dans les parcs	150	-	-	150	-	150
		1 511	442	-	1 953	-	1 953
Investissements totaux		1 811	542	-	2 353	-	2 353

Service de la gestion de l'eau (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
56-10401	Réhabilitation de conduites d'égout et d'aqueducs	1 584	1 620	1 602	4 806	-	4 806
56-10402	Rénovation et mise aux normes des usines d'eau potable	3 683	3 988	4 075	11 746	-	11 746
56-10403	Rénovation et mise aux normes des usines d'eaux usées	4 887	3 534	3 180	11 601	-	11 601
56-10404	Rénovation et mise aux normes des stations de pompage	1 813	2 055	1 648	5 516	-	5 516
56-10411	Honoraires préliminaires – Gestion de l'eau	945	900	920	2 765	-	2 765
56-10601	Remplacement des systèmes de contrôle électroniques et électriques	2 565	2 954	2 461	7 980	-	7 980
		15 477	15 051	13 886	44 414	-	44 414
Projets							
56-00016	Réservoir d'eau potable en réseau (45 000 m ³) et travaux associés	437	650	1 750	2 837	75 738	78 575
56-00017	Réservoir d'eau potable en réseau (10 000 m ³) et travaux associés (réservoir Sainte-Rose/Auteuil)	215	585	550	1 350	39 775	41 125
56-00029	Amélioration de la source électrique d'urgence à la station Chomedey	1 217	5 800	6 000	13 017	6 102	19 119
56-00030	Remplacement des moteurs diesels (puit A) à la station Chomedey	631	1 615	1 526	3 772	-	3 772
56-00038	Travaux correctifs non-conformité de la capacité en court-circuit des 4 centres de commande de moteur du relèvement, remplacement du commutateur de transfert et mise à niveau des démarreurs des pompes de relèvement à la StaRRE La Pinière	944	-	-	944	-	944
56-00040	Travaux de mise à niveau de variateurs dans les stations d'eau potable et les StaRRE	640	-	-	640	-	640
56-00041	Travaux de mise à niveau de centres de contrôle de moteurs dans les stations d'eau potable et les StaRRE	990	1 365	380	2 735	-	2 735

Service de la gestion de l'eau - suite (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Projets - suite							
56-00043	Station de pompage Bellerive – Mise à niveau	272	204	1 159	1 635	3 924	5 559
56-00044	Stations de pompage Saint-Théophile et Du Portage – Mise à niveau	100	350	350	800	2 424	3 224
56-00045	Station de pompage Saint-Martin – Mise à niveau	109	1 070	1 075	2 254	-	2 254
56-00046	Réfection de la station de pompage Renaix	352	332	-	684	-	684
56-00047	Réfection de la station de pompage Des Rossignols	656	1 051	567	2 274	-	2 274
56-00049	Réfection de la station de pompage Sainte-Rose et construction d'un réservoir de rétention	-	578	2 666	3 244	5 618	8 862
56-00050	Réfection de la station de pompage Laval-Ouest	151	1 411	2 415	3 977	2 653	6 630
56-00051	Réfection de la station de pompage des Prairies Ouest	113	745	746	1 604	-	1 604
		6 827	15 756	19 184	41 767	136 234	178 001
Investissements totaux		22 304	30 807	33 070	86 181	136 234	222 415

Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes							
60-10701	Acquisition d'équipements	1 800	750	950	3 500	-	3 500
60-10704	Programme de développement	300	750	774	1 824	-	1 824
		2 100	1 500	1 724	5 324	-	5 324
Projets							
60-00011	Fabrication du mobilier d'exposition	423	-	-	423	-	423
70-00037-60	Infrastructure culturelle – Volet équipement	2 005	12 464	6 485	20 954	-	20 954
70-00038-60A	Cour municipale – Volet œuvre d'art	-	490	-	490	-	490
70-00040-60	Pavillon de la berge des Baigneurs – Volet équipement	400	93	-	493	-	493
70-00040-60A	Pavillon de la berge des Baigneurs – Volet œuvre d'art	-	120	-	120	-	120
70-00053-60	Pavillon du bois de l'Équerre – Volet équipement	-	90	-	90	-	90
70-00053-60A	Pavillon du bois de l'Équerre – Volet œuvre d'art	-	180	-	180	-	180
70-00060-60A	Mise aux normes de l'hôtel de ville – Volet œuvre d'art	-	500	-	500	-	500
70-00073-60	Bibliothèque Alain-Grandbois – Volet équipement	850	1 165	108	2 123	-	2 123
70-00073-60A	Bibliothèque Alain-Grandbois – Volet œuvre d'art	-	-	165	165	-	165
		3 678	15 102	6 758	25 538	-	25 538
Investissements totaux		5 778	16 602	8 482	30 862	-	30 862

Service des communications et du marketing (milliers de \$)

Service de planification et de réalisation de projets (milliers de \$)

		2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Projets							
20-00001-70	Carré Laval – Décontamination et revalorisation des terrains constructibles	2 603	1 360	-	3 963	-	3 963
70-00037-001	Infrastructure culturelle du centre-ville (bibliothèque centrale et centre de création artistique professionnelle)	66 993	64 178	1 099	132 270	-	132 270
70-00038-001	Cour municipale	24 441	20 601	7 337	52 379	-	52 379
70-00040-001	Pavillon de la berge des Baigneurs	3 657	4 394	481	8 532	-	8 532
70-00053-001	Pavillon du bois de l'Équerre	7 228	4 353	-	11 581	-	11 581
70-00060-001	Mise aux normes de l'hôtel de ville	14 951	28 407	5 315	48 673	-	48 673
70-00067-001	Construction de la caserne de pompiers 1	8 891	10 708	-	19 599	-	19 599
70-00073-001	Rénovation majeure de la Bibliothèque Alain-Grandbois dans le cadre de la relocalisation de la Bibliothèque Multiculturelle	2 351	8 789	1 758	12 898	-	12 898
70-00121-001	Projet MAN – StaRRE La Pinière	400	-	-	400	1 465 518	1 465 918
70-00122-001	Projet MAN – StaRRE Fabreville	400	-	-	400	532 455	532 855
70-00123-001	Augmentation de la capacité – StaRRE Auteuil	1 703	5 893	9 171	16 767	260 642	277 409
70-00136-001	Mise à niveau du procédé de séchage de la station La Pinière	2 269	16 582	38 966	57 817	220 679	278 496
		135 887	165 265	64 127	365 279	2 479 294	2 844 573
Investissements totaux		135 887	165 265	64 127	365 279	2 479 294	2 844 573

Total (milliers de \$)

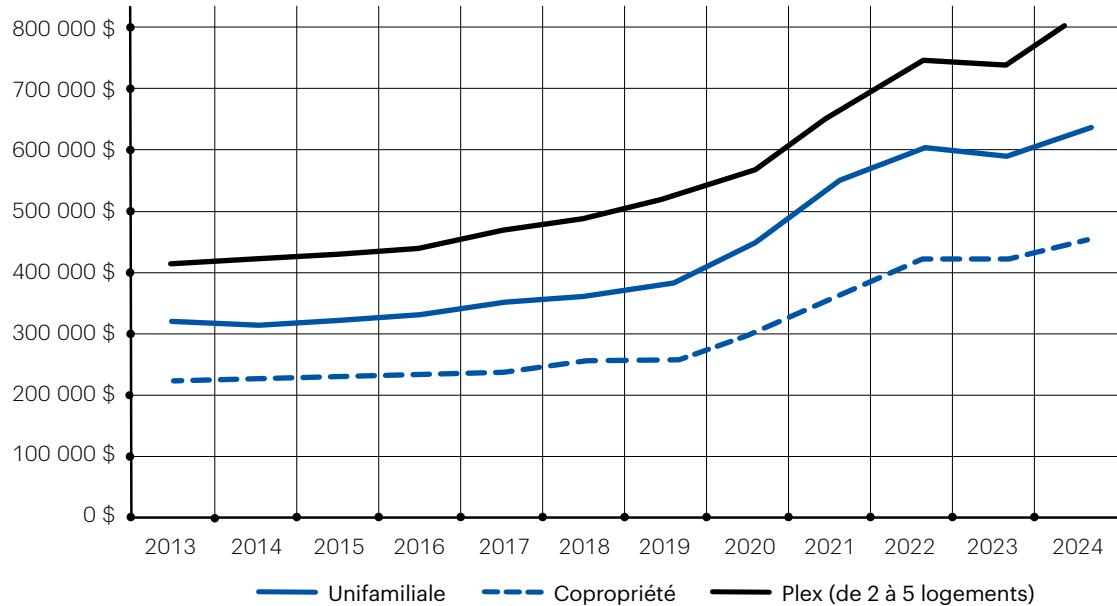
	2025	2026	2027	Total 2025-2027	Ultérieur	Total
Programmes	306 369	305 252	328 123	939 744	-	939 744
Projets	288 088	306 166	181 450	775 704	2 640 271	3 415 975
Investissements totaux	594 457	611 418	509 573	1 715 448	2 640 271	4 355 719

Statistiques lavalloises



Marché de la revente et locatif

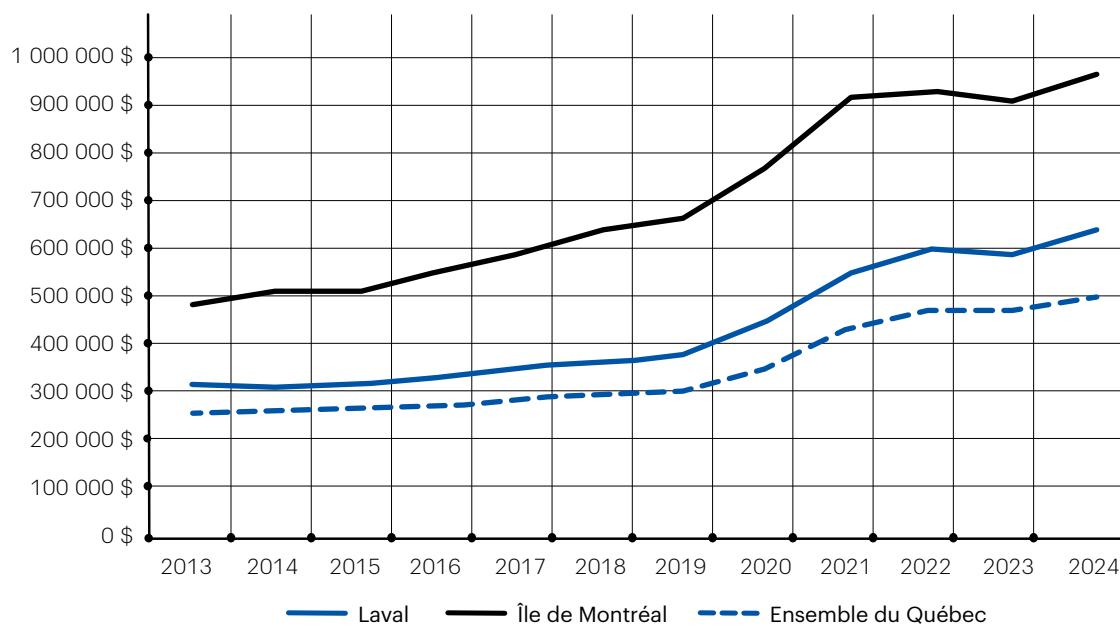
Prix moyen



Note: Information pour 2024 en date du troisième trimestre.

Source: Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec (APCIQ)

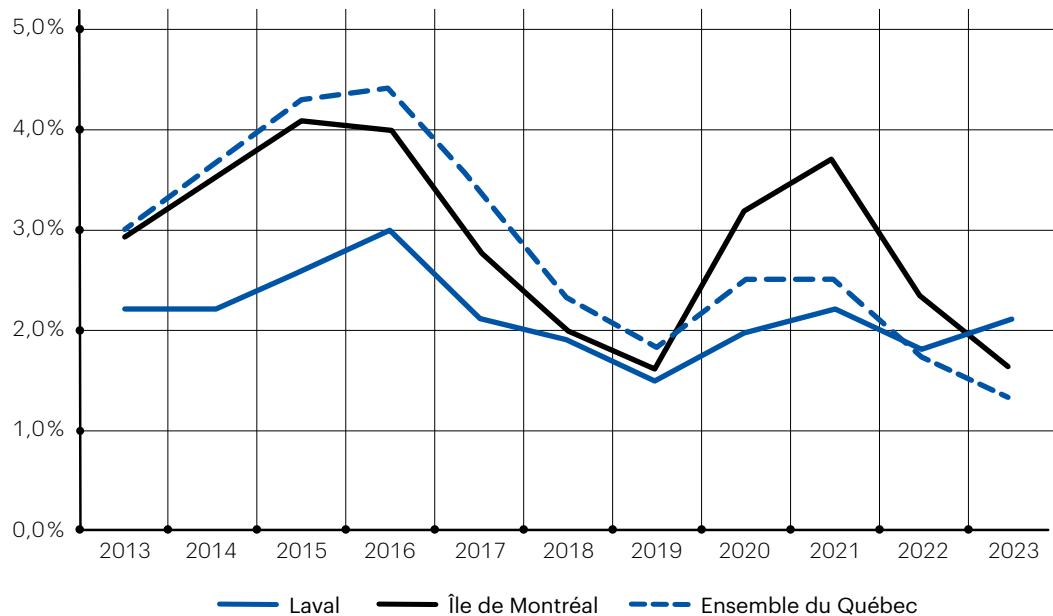
De l'unifamiliale, prix moyen



Note: Information pour 2024 en date du troisième trimestre

Source: Association professionnelle des courtiers immobiliers du Québec (APCIQ)

Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs (2013-2023)



Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

Investissements

Évolution de la valeur des permis de construction (millions de \$)

Année	Nouveaux permis	Améliorations	Total
2014	447,8	187,7	635,5
2015	710,1	196,7	906,8
2016	428,2	225,2	653,4
2017	426,2	225,3	651,5
2018	631,5	327,1	958,6
2019	665,0	388,3	1 053,3
2020	666,7	191,1	857,8
2021	1 056,9	420,0	1 476,9
2022	1 168,4	509,6	1 678,0
2023	618,0	425,2	1 043,2
Variation 2014-2023	38,0%	126,5%	64,2%
2024*	980,6	363,5	1 344,1

* Du 1^{er} janvier au 31 octobre 2024

Source: Ville de Laval, Service de l'urbanisme

Évolution de l'évaluation foncière imposable (millions de \$)

	2025	2024	2023	2022
Résiduelle	63 674,5	55 929,3	52 353,2	48 831,7
Immeubles de 6 logements ou plus	7 555,2	6 457,1	5 723,9	4 806,8
Terrains vagues desservis	756,6	779,5	741,3	758,7
Non résidentiel	11 016,3	9 757,2	9 118,0	8 576,3
Industriel	1 728,8	1 507,0	1 340,2	1 254,0
Agricole	202,1	176,2	175,9	173,4
Évaluation imposable estimée à des fins de taxation *				
	84 933,4	74 599,8	69 452,5	64 400,9

* Après étalement des valeurs.

Source: Ville de Laval, Service de l'évaluation foncière

Autres statistiques

Évolution de certains taux de taxation, de tarification et de redevance

	2025	2024	2023	2022
Taux de la taxe foncière générale, par 100 \$ d'évaluation municipale (régime des taux variés)				
Taux de base	0,5562 \$	0,6580 \$	0,7046 \$	0,7252 \$
Immeubles de 6 logements ou plus	0,7410 \$	0,8480 \$	0,8055 \$	0,8173 \$
Immeubles non résidentiels	2,1562 \$	2,5842 \$	2,5631 \$	2,6016 \$
Agricole	0,4691 \$	0,5492 \$	0,5636 \$	0,5294 \$
Terrains vagues desservis	2,2248 \$	1,3160 \$	1,4092 \$	1,0298 \$
Taux de la taxe foncière spéciale – Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, par 100 \$ d'évaluation municipale				
Taux de base	0,0130 \$	0,0165 \$	0,0175 \$	0,0186 \$
Immeubles de 6 logements ou plus	0,0173 \$	0,0170 \$	0,0177 \$	0,0185 \$
Immeubles non résidentiels	0,0502 \$	0,0488 \$	0,0510 \$	0,0533 \$
Agricole	0,0120 \$	0,0134 \$	0,0134 \$	0,0134 \$
Terrains vagues desservis	0,0520 \$	0,0330 \$	0,0350 \$	0,0264 \$
Taux de la taxe foncière spéciale – Financement de la contribution à l'ARTM, par 100 \$ d'évaluation municipale				
Taux de base	0,0887 \$	0,0526 \$	-	-
Immeubles de 6 logements ou plus	0,1182 \$	0,0572 \$	-	-
Immeubles non résidentiels	0,3439 \$	0,1620 \$	-	-
Agricole	0,0812 \$	0,0442 \$	-	-
Terrains vagues desservis	0,3548 \$	0,1052 \$	-	-
Taxe sur les terrains vagues non desservis, par 100 \$ d'évaluation municipale				
Taux de base	0,5562 \$	0,6580 \$	0,7046 \$	0,3046 \$
Taxe pour le remembrement de terrains situés en zone agricole, par 100 \$ d'évaluation municipale				
Taux de base (min. de 200 \$)	0,5562 \$	0,6580 \$	0,7046 \$	0,7252 \$
Taux des services de l'eau				
Par logement et local	337,00 \$	337,00 \$	321,00 \$	294,00 \$
Par piscine	59,00 \$	59,00 \$	57,00 \$	44,00 \$
Terrains non exploités (par 92,9 m ²)	3,02 \$	3,02 \$	2,88 \$	2,64 \$
Minimum:	48,00 \$	48,00 \$	46,00 \$	42,00 \$
Maximum:	665,00 \$	665,00 \$	633,00 \$	580,00 \$
Eau au compteur (par m ³)	1,57 \$	1,57 \$	0,98 \$	0,93 \$
Gros consommateur (>40 000 m ³):	1,79 \$	1,79 \$	0,98 \$	0,93 \$

Évolution de certains taux de taxation, de tarification et de redevance - suite

	2025	2024	2023	2022
Tarification du transport régional – Abrogé				
Par logement	-	-	69,00 \$	50,00 \$
Par local (par m ²)	-	-	2,33 \$	1,68 \$
Minimum:	-	-	69,00 \$	50,00 \$
Terrains non exploités (par 92,9 m ²)	-	-	3,31 \$	2,39 \$
Minimum:	-	-	62,00 \$	45,00 \$
Maximum:	-	-	1 137,00 \$	821,00 \$
Tarifications particulières				
Contrôle biologique des moustiques				
1 logement ou 1 local	13,00 \$	13,00 \$	13,00 \$	13,00 \$
Plus d'un logement	26,00 \$	26,00 \$	26,00 \$	26,00 \$
Golf	2 500,00 \$	2 500,00 \$	2 500,00 \$	2 500,00 \$
Disposition de la neige				
Mixte ou non résidentiel				
-Au local	329,00 \$	316,00 \$	297,00 \$	282,00 \$
-Au mètre linéaire	32,19 \$	30,96 \$	29,12 \$	27,58 \$
Écofiscalité				
Fournaises au mazout	100,00 \$	100,00 \$	50,00 \$	-
Fournaises à la biénergie	50,00 \$	50,00 \$	50,00 \$	-
Surfaces minéralisées (par m ²)				
De 0 à 50 000 m ²	1,00 \$	0,50 \$	-	-
De 50 001 à 100 000 m ²	2,00 \$	1,00 \$	-	-
De Plus de 100 000 m ²	3,00 \$	1,50 \$	-	-
Redevance				
Terres agricoles non exploitées (par m ²)				
De 0 à 1 000 m ²	0,50 \$	-	-	-
De 1 001 à 5 000 m ²	0,25 \$	-	-	-
De Plus de 5 000 m ²	0,10 \$	-	-	-

Évolution des effectifs

(Employés permanents et temporaires sur base Effectif personnes/année [EPA*])

	2025	2024 Redressé	2023	2022
Maire et conseillers	23	22	22	22
Direction	74	77	79	73
Cadres	618	629	587	555
Professionnels et administratifs	744	711	674	647
Employés de bureau	1 137	1 141	1 091	1 072
Personnel récréatif et culturel	241	243	244	245
Manuels	800	827	808	846
Brigadiers	32	32	32	32
Policiers	679	683	629	620
Pompiers	336	336	314	307
Total	4 684	4 702	4 480	4 420

* Effectifs personnes/année (EPA) selon le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*: le nombre d'employés permanents et surnuméraires convertis en employés à temps plein, y compris les employés occasionnels rémunérés sur une base forfaitaire ou contractuelle.

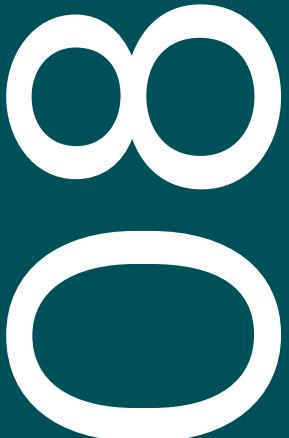
Évolution de la population

	2025	2024	2023	2022
Nombre estimé	460 000	458 900	452 000	443 900

Source: Institut de la statistique du Québec

Révisé en date de octobre 2024.

Renseignements supplémentaires



Politique consolidée de gestion de la dette à long terme

La Politique de gestion de la dette à long terme fixe les balises limitant les emprunts à long terme à des niveaux acceptables. Ces balises sont déterminées en prenant en considération la capacité de payer des contribuables. Elles visent également à établir des marges de manœuvre permettant à la Ville de faire face à des imprévus et de saisir les occasions qui se présentent.

La Politique contribue également à préserver la cote de crédit de la Ville.

Par cette politique financière, la Ville s'est engagée à respecter les ratios indiqués dans le tableau ci-dessous.

Ratios

	Balise maximale	2024 (projeté)	2025 (PTI)	2026 (PTI)	2027 (PTI)
Endettement total net à long terme consolidé	1,000	0,774	0,861	0,953	0,995
Revenus consolidés					
Ce ratio permet de comparer le niveau d'endettement de la Ville à sa capacité de générer des revenus. Ainsi, un ratio inférieur à 1,00 indique qu'elle génère annuellement plus de revenus que le niveau de ses dettes et qu'à ce titre, elle pourra rembourser ses emprunts. Pour cet indicateur, plus le ratio est faible, plus la santé financière de la Ville est bonne.					
Service de dette consolidé					
Ce ratio permet de mesurer l'importance que la Ville doit accorder au remboursement de ses engagements (capital et intérêts) reliés à sa dette. Un ratio faible indique qu'elle a des marges de manœuvre pour réaliser de nouveaux projets ou offrir de nouveaux services.	0,200	0,101	0,118	0,134	0,150
Immobilisations consolidées + propriétés destinées à la revente)					
Ce ratio indique dans quelle mesure la Ville a emprunté à long terme pour payer ses immobilisations. Ce ratio doit être interprété avec précaution dans le cas de comparaison avec d'autres villes. Ainsi, un ratio élevé indique un endettement élevé, mais il signifie également que la Ville dispose d'infrastructures récentes. À l'inverse, un ratio faible peut indiquer que la Ville dispose d'infrastructures vieillissantes et qu'elle devra renouveler celles-ci prochainement, mais, également, que les coûts d'entretien peuvent être plus élevés compte tenu de l'âge de ces infrastructures.	0,400	0,268	0,274	0,286	0,290

En plus de déterminer les limites de l'endettement, la Politique instaure des règles et des stratégies de financement afin de contribuer, entre autres, à l'équité entre les générations. Ainsi, il est prévu que le budget de fonctionnement comporte les affectations suffisantes au paiement comptant et aux réserves financières pour couvrir minimalement 50% des dépenses récurrentes des programmes à la charge de l'ensemble des citoyens.

	2025	2026	2027
50% des dépenses récurrentes des programmes à la charge de l'ensemble des citoyens	121,2 M\$	111,0 M\$	130,4 M\$
Affectation aux paiements comptants, aux réserves financières et autres prévus au budget de fonctionnement	85,5 M\$	Note 1	Note 1

Note 1: Ces montants seront connus lors de la préparation des budgets de fonctionnement 2026 et 2027.

Pour le budget 2025, une dérogation à la Politique de gestion de la dette à long terme est requise, puisque les affectations aux paiements comptants et aux réserves financières couvrent moins de 50% des dépenses récurrentes des programmes à la charge de l'ensemble des citoyens prévues au PTI 2025.

Cette situation s'explique, notamment par un investissement plus important, en 2025, dans le maintien des actifs de la ville et représente une hausse de près de 60 M\$ des dépenses récurrentes des programmes à la charge de l'ensemble des citoyens. Une baisse des taux d'intérêt entraînant une diminution des revenus générés par les liquidités des réserves financières de la Ville a aussi été observée. Ces éléments sont en partie contrebalancés par une augmentation de 8 M\$ des affectations aux paiements comptants des immobilisations prévues au budget de fonctionnement.

Comme le prévoit la politique de gestion de la dette à long terme, cet indicateur sera mesuré à la fin de l'année 2025. Ainsi, la mise en place de nouveaux programmes de subventions gouvernementales durant l'année ainsi que la gestion active de la réalisation des dépenses des programmes permettrait à la Ville de respecter cet indicateur. La révision des politiques financières au cours de l'année 2025 permettra également à la Ville de mieux d'analyser les différents paramètres sur lesquels elle pourra intervenir dans l'avenir.

VILLE DE Laval

3131, boulevard Saint-Martin Ouest, C. P. 422, succursale Saint-Martin, Laval (Québec) H7V 3Z4
Téléphone : 311 ou 450 978-8000 | www.laval.ca

